

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
PROTECTION DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES

Professions Ambulantes et Théâtrales

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 7 novembre 1901, à 2 heures

PAR

Léon LIGER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. SOUCHON.

Suffragants } MM. R. JAY, *professeur*.
BOURGUIN, *chargé de cours*.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

PROTECTION DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES

Professions Ambulantes et Théâtrales

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu le
Jeudi 7 novembre 1901, à 2 heures

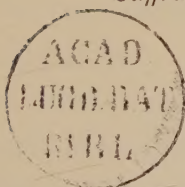
PAR

Léon LIGER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. SOUCHON.

Suffragants } MM. R. JAY, professeur.
BOURGUIN, chargé de cours.



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1901

LA PROTECTION DES ENFANTS

Employés dans les professions Ambulantes et Théâtrales

INTRODUCTION

Si, comme le disait dans un rapport à l'Assemblée nationale, M. Eugène Tallon, l'« avenir des sociétés humaines repose sur l'éducation des jeunes générations » (1), la protection de l'enfance est à coup sûr un des plus intéressants problèmes sociaux : l'enfant, c'est en effet la société en herbe ; c'est de plus l'être faible, sans défense, digne à ce titre de la plus grande sollicitude ; et la question de la protection de l'enfance n'est pas seulement sociale, elle est aussi éminemment humanitaire.

L'enfance malheureuse revêt des formes diverses. Quelquefois l'enfant est complètement abandonné des auteurs de ses jours : dorénavant ils le méconnaissent, l'assistance publique le reçoit ; ou bien les père et mère conservent effectivement l'enfant, mais, de com-

(1) *J. off.*, 1874, Annexe n° 2239, p. 2512.

plicité avec des patrons peu scrupuleux, sans souci de sa santé ni des tristes conséquences qui peuvent en résulter pour lui, sous prétexte d'alléger leur misère, ils l'emploient dès sa première jeunesse à des travaux industriels au-dessus de ses forces ou d'une durée excessive ; reste-t-il à la maison, ils négligent avec une indifférence coupable le côté moral de son éducation ; l'enfant est moralement abandonné ; bien plus il est maltraité, parfois même par ceux mêmes à qui la nature a assigné le noble rôle de l'élever et de l'aimer ; il respire l'atmosphère de l'immoralité, au milieu de l'ivrognerie, de l'inconduite, de la débauche de ses parents ; il n'est pas d'abus trop odieux qu'on ne commette sur sa personne ; on le contraint au vol, à la mendicité, à la prostitution même.

Ah ! l'on se demande comment il peut exister ici-bas des parents aussi indignes et aussi méprisables ! Il en existe, cependant, les faits sont là pour le prouver, et ce n'était certes pas pour de telles gens que le moraliste Juvénal écrivait en son temps :

« *Nil dictu fœdum visuque hæc limina tangat.*

« *Intra quæ puer est.....*

.....

« *Maxima debetur puero reverentia.....*

(SATIRE XIV.)

Hélas ! la série des petits malheureux n'est pas close. A côté des enfants matériellement abandonnés, surmenés, moralement abandonnés et maltraités, il y a encore

ceux que l'on exploite, c'est-à-dire ceux dont on se sert plus ou moins honnêtement pour tirer profit. Nous les diviserons en trois catégories :

a) Les uns sont voués aux petits métiers ambulants. On leur fait vendre des fleurs, des journaux, des objets quelconques (lacets, crayons, statuettes, etc.), sur la voie publique, à toute heure du jour et de la nuit ; on espère que leur jeune âge attirera l'attention et que les passants pris de pitié leur achèteront ce qu'ils offrent ; nous les retrouvons chaque soir, par n'importe quel temps, aux alentours des cafés et des théâtres ; les jours de grandes fêtes ils parsèment les marches des églises ; nous les rencontrons en un mot « partout où l'on s'amuse et partout où l'on prie, parce que ceux qui viennent de s'amuser comme ceux qui viennent de prier, obéissant chacun à deux sentiments opposés s'apitoient facilement sur les misères humaines (1) ». A ces pauvres êtres on assigne une somme d'argent à rapporter quotidiennement, somme variable, en raison directe de la quantité des promeneurs, plus considérable par conséquent les dimanches et jours de fête que les jours de semaine. Ne la rapportent-ils pas, ils ont « mal travaillé », ils sont punis, ils sont impitoyablement battus. Aussi, lorsque leur commerce n'a pas été lucratif, afin d'éviter le châtement, n'hésitent-ils pas, pour se la procurer, à se livrer à la mendicité,

(1) G. BERRY, Rapport au Conseil municipal de Paris, 1892.

au vol et même à la prostitution... A côté de ces petits marchands il y a les petits joueurs de musique et les jeunes ramoneurs originaires pour la plupart des pays pauvres et montagneux (La Savoie, l'Auvergne) ou d'Italie, et dont la condition n'est guère plus enviable que celle des précédents (1).

b) Les autres sont employés dans les cirques ou aux professions ambulantes et foraines. Les directeurs des cirques ou les saltimbanques les font « travailler » : ce sont leurs propres enfants, ou bien ce sont des enfants que d'ignobles parents leur ont livrés pour l'apprentissage du métier d'acrobate, ou encore ce sont des enfants qu'ils ont trouvés et même volés (2). Pauvres créatures bien dignes de pitié et de commiseration elles aussi ! Leurs barbares employeurs les disloquent, les torturent ! Combien de ces enfants meurent au cours de leur pénible apprentissage, soit d'épuisement, soit dans une chute, avant d'avoir été jugés dignes du brevet de l'exhibition publique ! S'ils ne meurent pas, combien sont victimes d'infirmités de toutes sortes ! Voilà leur condition physique. Leur condition morale au moins est-elle meilleure ?

(1) Et tout cela n'est nullement exagéré : Voir à cet égard le très intéressant rapport de M. G. BERRY sur l'*Exploitation de l'enfance* (Conseil municipal de Paris, 1892), et l'ouvrage de MM. GUY TOMEL et ROLLET : *Les enfants en prison*.

(2) Les vols d'enfants si fréquents au Moyen âge et dans les temps modernes sans avoir complètement disparu de nos jours sont cependant assez rares, en raison de la surveillance à laquelle sont soumis les saltimbanques dans la plupart des pays d'Europe.

M. E. Tallon se chargeait de le dire à l'Assemblée Nationale en 1874 : « Pour eux les notions du juste et du bien, les enseignements d'un père laborieux et honnête, les caresses d'une bonne et courageuse mère, tous ces liens sacrés qui attachent l'homme pendant sa vie entière à la voie de l'honneur et du devoir sont remplacés par la grossièreté du langage, les excitations perverses, le spectacle de l'ivresse, de l'improbité, de la débauche, par l'expression incessante des sentiments les plus vils et la perpétuelle négation des plus nobles aspirations de la nature humaine (1) ».

c) La troisième catégorie des petits exploités comprend les enfants employés dans les théâtres ou spectacles du même genre en qualité d'acteurs ou de figurants. Certes on ne saurait prétendre qu'il y a les mêmes inconvénients à les exhiber sur la scène des théâtres, qu'à leur faire exécuter des tours de force dangereux, ou des exercices d'acrobatie. Nous reconnaissons même avec M. E. Tallon que « si l'enfant n'a point à recueillir dans la plupart des spectacles de bons enseignements, il en est aussi qui sont les modèles du grand art dramatique et dont les conceptions élevées anoblissent les âmes et fortifient les caractères » (2); mais en vérité, sans compter la fatigue des répétitions et les veilles quotidiennement répétées

(1) E. TALLON, Rapport à l'Assemblée Nationale (*J. off.*, 1874, Annexe 2259, p. 2512.

(2) E. TALLON, *loc. cit.*, p. 2515.

que l'on impose à ces enfants, et qui sont certainement de nature à altérer leur santé, n'y a-t-il pas à redouter pour eux la fréquentation des coulisses et le contact de personnes qui sont le plus souvent de mœurs équivoques ?

En présence de pareils abus et de semblables plaies sociales, la société ne saurait rester indifférente, et bien rares sont aujourd'hui ceux qui contestent à l'Etat le droit d'intervenir pour les réprimer et les guérir.

Nous ne sommes plus aux vieux temps romains et grecs où l'enfant était considéré comme la propriété du père de famille : celui-ci pouvait alors user et abuser de l'enfant, le garder ou l'abandonner, le détruire ou le vendre ; il avait enfin sur lui le *jus vitæ necisque* (1). Depuis les idées ont marché ; l'antique et rigoureuse conception de la puissance paternelle absolue, avec ses pouvoirs terribles, fondée à l'origine sur le droit naturel, dans le seul intérêt du père de famille, et qui refusait à l'enfant toute personnalité du vivant de son auteur n'a pas tardé à être battue en brèche, nous allons le voir rapidement.

Pendant qu'en Germanie la puissance paternelle (le *mundium*) cessait à la majorité de l'enfant, au début de l'Empire, à Rome, elle avait déjà subi quelques atteintes : les écrivains de cette époque nous entretiennent des devoirs sacrés des père et mère envers les enfants

(1) DENIS, *Histoire des théories et idées morales dans l'antiquité*, t. II, p. 107, n. 1.

et de l'éducation qu'il y a lieu de leur donner. « Nous trouvons dans les philosophes des discussions, non seulement sur le devoir impérieux de nourrir et d'élever tous ceux qu'on a mis au monde, mais encore sur le devoir imposé aux mères par la nature d'allaiter elles-mêmes leurs enfants (1) ». Le christianisme est venu proclamer que les hommes sont frères : sous l'influence de cette idée, avec l'empereur Constantin le père de famille n'eut plus sur ses enfants le droit de vie et de mort. A la suite de l'invasion des Barbares, la France fut partagée en deux parties. Au sud de la Loire, les pays de droit écrit se ressentirent de la conception romaine de la puissance paternelle : le père y était usufruitier, même après le mariage de son fils de tout ce que celui-ci acquerrait par son travail ou par voie de succession. Dans les pays de coutume, au nord, ce fut l'intérêt de l'enfant qui inspira les rédacteurs des coutumes à propos de la puissance paternelle (2). Au XVIII^e siècle, J.-J. Rousseau dans son *Emile*, nous dit que « les enfants ne doivent rester liés au père qu'aussi longtemps qu'ils ont besoin de lui pour se conserver ». Notre Code civil, dans son art. 372, se rattache à la conception germanique ancienne : l'enfant, d'après lui, reste soumis à l'autorité de ses parents jusqu'à sa majorité ou son émancipation. Mais ses auteurs ne crurent pas devoir envisager les cas où le père de

(1) DENIS, *Histoire des théories et idées morales dans l'antiquité*, t. II, p. 112.

(2) H. DUMONT, *Essais sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés*, p. 23 et s.

famille abuserait des droits de la puissance paternelle au préjudice de l'enfant : lors des travaux préparatoires de ce Code, dans la séance du 26 frimaire an X, la question fut cependant agitée par le premier Consul (1) ; mais elle ne fut pas résolue. A cette époque, la puissance paternelle était donc apparue comme quelque chose d'intangible : on s'aperçut bientôt qu'il était nécessaire de lui apporter des limitations en cas d'indignité ou d'abus de la part de celui qui la détenait légalement. L'art. 335 du Code pénal de 1810 venait en effet prononcer la déchéance de la puissance paternelle contre les père ou mère coupables d'avoir facilité, excité ou favorisé la débauche ou la corruption de leurs enfants : c'était la première atteinte portée à la puissance paternelle. L'art. 66 du même Code permettait aux tribunaux, pour le cas où un enfant mineur de 16 ans, serait acquitté comme ayant agi sans discernement, d'envoyer cet enfant dans une maison de correction jusqu'à sa vingtième année : les parents se trouvaient ainsi dépouillés des deux droits essentiels de la puissance paternelle, ceux de garde et d'éducation.

De cette époque à nos jours les lois protectrices de l'enfance sont venues encore lui porter atteinte, soit en réprimant les abus dont étaient victimes les enfants employés au travail des manufactures (lois du

(1) V. LOCRÉ, t. III, p. 315.

22 mars 1841, du 19 mai 1874, du 2 novembre 1892) ou ceux employés dans les professions ambulantes (loi du 7 décembre 1874) et théâtrales (art. 8 de la loi du 2 novembre 1892), soit en organisant au profit de l'enfant, malgré la volonté des parents, l'enseignement primaire obligatoire (loi du 28 mars 1882), soit pour édicter en faveur des enfants moralement abandonnés « d'une part de déchéance de la puissance paternelle dans tous les cas où les père et mère se montreraient particulièrement indignes de l'exercer, en réglant d'autre part, l'attribution de cette même puissance au profit soit de l'Assistance publique, soit même de simples particuliers (1) », (loi du 24 juillet 1889), soit enfin pour réprimer les « violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants » (loi du 19 avril 1898).

La question de la protection de l'enfance a donc été, en France, assez sérieusement envisagée dans ces dernières années : c'est que les abus dont les enfants étaient les tristes victimes de la part de leurs parents ou d'autres personnes se sont multipliés ; mis au grand jour par la presse, ils ont attiré l'attention générale et passionné les philanthropes ; c'est alors que l'autorité publique est intervenue pour protéger ces enfants, activement secondée dans son œuvre par d'assez

(1) *D. Jur. gén., Suppl., v^o Puissance paternelle, n^o 2.*

nombreuses sociétés de bienfaisance privées qui se sont constituées soit à Paris soit en province (1).

Nous avons l'intention, dans ce modeste travail, de nous occuper des enfants employés dans les professions ambulantes et théâtrales, et des dispositions de loi qui les protègent.

Ce sont, en France, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, d'une part la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, modifiée par la loi des 19-21 avril 1898, sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants ; d'autre part, l'art. 8 de l'importante loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels : cet art. 8 vise l'emploi des enfants dans les théâtres.

Nous verrons d'abord rapidement quelle était, avant la loi du 7 décembre 1874, et celle du 2 novembre 1893, la condition des enfants employés dans les professions ambulantes et théâtrales : ce sera l'objet de la *première partie* de notre étude.

La *seconde partie* sera consacrée à l'examen de ces lois et à la façon dont elles sont appliquées.

Dans une *troisième partie* nous passerons en revue

(1) Voir à propos de ces sociétés la thèse de M. H. DUMONT, *Essais sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés*, Paris, 1898, p. 60 et s.

les principales lois étrangères qui ont trait à notre matière.

Nous avons parlé plus haut de l'intervention de l'Etat dans la question de la protection de l'enfance (1) : cette intervention est-elle justifiée, et sous quelles formes peut-elle se produire ? Nous allons le rechercher immédiatement, dans un court préambule, avant de pénétrer dans le cœur même de notre sujet.

Préambule.

Nous ne comprenons pas, quant à nous, comment il peut se trouver encore aujourd'hui, après les abus que nous avons signalés et que tout le monde sait, des défenseurs de la puissance paternelle absolue, qui se refusent à admettre le devoir qu'a l'Etat d'intervenir pour mettre un frein à cette puissance paternelle lorsque, au lieu de rester « tutélaire et protectrice », elle devient un moyen de « tyrannie » et de « démoralisation » (2) ; quoique en petit nombre, ces défenseurs existent, et nous les voyons reparaître chaque fois que dans nos assemblées législatives on se livre à l'élaboration de lois protectrices sur le travail. « La puissance paternelle, cette base de la famille et de la société, est chose sacrée, disent-ils ; l'Etat doit la respecter, la laisser s'exercer librement, n'y apporter aucune entrave ;

(1) Page 6.

(2) DEMOLOMBE, *Cours de Code civil*, n° 365 et s.

intervient-il, il porte atteinte à la liberté du travail et à la liberté individuelle.

Ceux qui parlent ainsi et nous jettent à la face d'aussi grands principes, oublient malheureusement que la puissance paternelle ne contient pas seulement des droits, mais aussi des devoirs ; que l'intervention de l'Etat s'impose et se justifie pleinement chaque fois qu'abusant de ses droits, le père de famille méconnaît ses devoirs, pour limiter cette puissance qu'il a entre les mains, et même pour l'en dépouiller complètement. Il ne s'agit pas ici, spécialement dans la matière qui nous occupe, de la liberté du travail, ni de la liberté individuelle, mais « uniquement de la condamnation d'abus révoltants et d'excès criminels dans un intérêt d'ordre public... Il s'agit de protéger l'enfant contre tout ce qui le détourne de la voie morale, utile et laborieuse qui est tracée en ce monde à tout être pensant et libre... (1). »

Longue serait la liste de ceux dont nous partageons l'opinion. Nous nous contenterons de n'en citer que quelques-uns.

« Le père, au lieu d'élever l'enfant, dit M. Laurent (2), comme il en a le devoir, ne satisfait pas même à ses besoins physiques ; en guise d'éducation il lui donne le spectacle incessant de la débauche et de la brutalité ;

(1) E. TALLON, Rapport à l'Assemblée Nationale (*J. off.*, 1874, Annexe 2259, p. 2514 et 2515.

(2) *Principes de droit civil*, t. IV, n° 291.

il a charge d'âmes, et au lieu de sauver, au lieu de moraliser les innocentes créatures que Dieu lui a confiées, il les perd. Cet être monstrueux restera-t-il investi de la puissance paternelle ? La mission de l'Etat est de sauvegarder les citoyens, et quel droit est plus sacré que celui de l'enfant ? »

En 1888, dans un rapport fait à la Chambre des Représentants de Belgique, à propos d'un projet de loi relatif à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes que nous aurons l'occasion d'examiner dans la suite, M. Anspach-Puissant formulait la même opinion : « Sans doute, disait-il, en donnant au père de famille toute latitude pour diriger l'éducation de ses enfants dans la voie qui lui semble la meilleure, la loi s'est conformée à l'ordre régulier des choses. L'affection que la nature a mise au cœur des pères est la plus haute garantie que puissent avoir les enfants d'être élevés de la manière qui leur sera moralement et physiquement la plus profitable ; mais encore la liberté du père de famille doit-elle avoir une limite, le droit de l'enfant L'intervention de l'Etat se justifie chaque fois qu'il s'agit d'assurer à l'enfant ses droits que méconnaîtrait son père (1) ».

La même année, en France, lors de la discussion à la Chambre des Députés du projet de loi sur le travail dans l'industrie des enfants et des femmes,

(1) DE PAEPE, *Pasinomie*, année 1888, p. 180.

M. Fernand Faure disait : « Toutes les fois qu'un individu ne peut défendre son droit lui-même, qu'il est exposé d'une façon certaine à l'exploitation, à la pression, l'intervention de l'Etat doit se produire : c'est ainsi que nous expliquons cette intervention pour les enfants (1). »

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette question ; la légitimité de l'intervention de l'Etat, pour protéger les enfants victimes des abus de l'autorité paternelle, nous paraît donc incontestable.

Cette intervention peut se produire sous deux formes.

Tantôt c'est aux autorités administratives que l'Etat confie le soin de prendre des mesures protectrices ; dans ce but, des décrets, des arrêtés, des ordonnances, sont rendus. Dès leur apparition, ces différents actes sont d'abord observés ; puis à la longue, ils sont inexécutés et finissent par tomber presque fatalement dans le domaine de l'oubli : la raison en est qu'ils contiennent généralement une sanction inefficace ; quelquefois même ils en sont entièrement dépourvus.

Tantôt les mesures protectrices émanent non plus de l'Administration, mais du pouvoir législatif : elles se présentent sous la forme d'une loi. Cette loi, le plus souvent, organisera la protection d'une façon plus complète ou plus sérieuse que l'acte administratif. Elle édictera des pénalités, chargera certains fonctionnaires

(1) *J. off.*, Chambre des députés, 1888, p. 1735.

de surveiller l'exécution de ses dispositions, de poursuivre les délinquants. Elle aura chance d'être plus observée que l'acte administratif : c'est à dessein que nous disons « elle aura chance » parce qu'elle pourra être elle-même quelquefois inappliquée : c'est notamment en France, nous le verrons plus loin, le cas de la loi du 7 décembre 1874 sur l'emploi des enfants dans les professions ambulantes, qui, à l'heure actuelle n'est guère exécutée.

Ces deux modes d'intervention de l'Etat constituent en quelque sorte deux phases qui se produisent successivement quand il s'agit non pas seulement de la matière qui fait l'objet de notre étude mais de la législation du travail en général : dans beaucoup de pays les mesures protectrices ont d'abord été purement administratives : elles sont restées lettre-morte et ont fait place à une loi : c'est ce qui s'est produit en France, nous le constaterons plus loin.

PREMIÈRE PARTIE

Dans les explications qui vont suivre, à propos de l'emploi en France des enfants que nous étudions, nous distinguerons entre ceux employés dans les professions ambulantes et ceux employés dans les théâtres : c'est qu'il existe, nous le savons, une législation spéciale à chacune de ces deux catégories.

En conséquence cette première partie comprendra deux chapitres :

CHAPITRE I. — Les enfants employés dans les professions ambulantes avant la loi du 7 décembre 1874.

CHAPITRE II. — Les enfants employés dans les professions théâtrales avant la loi du 2 novembre 1892.

CHAPITRE PREMIER

**Les enfants employés dans les professions ambulantes
avant la loi du 7 décembre 1874.**

Sitôt que l'homme eut acquis un rudiment de civilisation, il éprouva le besoin des spectacles. Il put avec eux se distraire de ses travaux, de ses préoccupations, de ses soucis et de ses peines, et le premier funambule qui parut à ses regards lui offrit un spectacle.

De quel genre furent les premiers spectacles ? On ne saurait le préciser exactement ; mais il est absolument certain qu'ils n'eurent rien de commun avec le théâtre : les spectacles de la place publique ou du cirque ont en effet précédé chez tous les peuples les premiers essais du théâtre régulier ; et si nous jetons les yeux sur les bas-reliefs, les pierres gravées, les mosaïques, les bronzes et tous autres monuments des temps anciens, nous pouvons acquérir la certitude que l'antiquité, à une certaine époque, connut les saltimbanques, les faiseurs de tours, les grimaciers, les montreurs d'animaux savants et les improvisateurs en plein air, sans compter les héros des jeux du cirque ni ceux des scènes sanglantes de l'amphithéâtre.

Il semble que les spectacles les plus goûtés dans ces temps furent les jeux du cirque, les luttes et les combats des gladiateurs. Animé d'un attrait féroce, le peuple y venait en foule, surtout à Rome ; la vie humaine y était menacée et les anciens éprouvaient, paraît-il, une certaine satisfaction d'âme à venir s'entasser, à l'abri du danger, sur les gradins du cirque, pour assister au péril d'autrui et voir couler le sang humain.

*Suave mari magno turbantibus æquora ventis
E terra magnum alterius spectare laborem.*

disait Lucrèce (1).

Il est bien certain que les enfants n'étaient jamais exhibés dans l'arène à ces spectacles : s'agissait-il de courses de char, ils n'auraient pas eu l'habileté ni la force nécessaires pour y prendre part, pas plus qu'à la lutte, cette manifestation extérieure et publique de la force virile ; enfin les gladiateurs qui combattaient les uns contre les autres ou contre les bêtes fauves étaient des esclaves d'âge mûr choisis parmi les plus robustes.

Mais à côté de ces représentations du cirque, les anciens connurent les spectacles de la rue et les enfants y furent certainement employés soit à danser sur des cordes, soit à exécuter des tours de force ; ils durent

(1) *De rerum natura*, liv. II.

même être victimes d'accidents, car Marc-Aurèle, qui vivait au II^e siècle de l'ère chrétienne (1), ordonna aux saltimbanques employant des enfants à faire ces exercices de disposer sous leurs jeunes sujets des coussins, pour le cas où, pendant leur travail, ils viendraient à faire une chute. C'est l'historien Julius Capitolinus (III^e et IV^e siècles ap. J. Ch.), qui nous signale cette mesure protectrice prise par l'empereur Marc-Aurèle ; et il ajoute : « C'est depuis lors qu'aujourd'hui on tend des filets (2). Il s'agit des filets dont on fait encore usage dans nos cirques actuels.

L'antiquité a donc connu les enfants saltimbanques. Mais, dans l'histoire, il est une époque où l'exploitation des enfants prit des proportions particulièrement énormes : nous voulons parler du moyen-âge. Des bandes nomades de gens sans aveu, bohémiens, gitanos et truands, parcourent la France et les autres pays, vagabondant, errant de village en village, disant la bonne aventure, exécutant des tours de force, allant de préférence dans les hameaux éloignés et perdus au fond des bois, afin de passer inaperçus des autorités des villes.

Ils comptent sur la charité des populations pour vivre ; la leur refuse-t-on, ils sèment la terreur, se

(1) Marc-Aurèle ou Marc Antonin, le Philosophe naquit en l'an 121 et mourut en 180.

(2) *Inter cœtera pietatis ejus hæc quoque moderatio prædicanda est : funambulis post puerum lapsum culcitrâs subjici jussit ; unde hodieque rete prætenditur* (JULIUS CAPITOLINUS, *M. Antōninus Philosophus*, 12).

livrent au pillage et à la rapine ; ils volent des enfants soit « pour les destiner aux sacrifices que leur commandaient les rites mystérieux de leur religion (1) », soit (ô trafic odieux !), pour en tirer profit en les vendant à d'autres, soit pour les dresser eux-mêmes à faire des tours d'acrobatie en disloquant leurs membres et à force de coups, de façon à pouvoir les offrir ensuite à la curiosité publique. Les rapt d'enfants se multiplient : les autorités des divers pays s'en émeuvent et édictent contre ces bandes nomades de sévères mesures répressives ; malheureusement elles ne parviennent qu'à les décimer sans pouvoir les détruire, et, dans les temps modernes, les troupes errantes de bohémiens et de saltimbanques traînant à leur suite des enfants trouvés et volés sont encore en très grand nombre.

Puisque nous en sommes aux temps modernes, il y a lieu de noter l'organisation à cette époque de troupes en quelque sorte sédentaires : ce ne sont plus des ambulants sans feu ni lieu qui font tous les métiers depuis ceux de charlatans et d'acrobates jusqu'à celui de voleurs d'enfants, mais de véritables professionnels de condition plus honnête, qui se livrent à leurs exercices non plus sur les petites places publiques des bourgs, mais dans les salles de spectacles des grandes villes. Quelques-unes de ces nouvelles troupes acquièrent

(1) E. TALLON, Rapp. à l'Assemblée Nationale (*J. off.*, 1874, Annexe n° 2239, p. 2513).

une véritable renommée : celle de Nicolet, par exemple, si fameuse au XVIII^e siècle, donnait ses représentations dans un théâtre *ad hoc* qui devint plus tard le théâtre de la Gaîté ; à la différence des troupes errantes, elle n'employait pas d'enfants.

Au XIX^e siècle, malgré les progrès incessants de la civilisation et l'attention portée sur l'enfance (1), l'exploitation et le trafic des enfants, loin de diminuer, prennent un nouvel essor et constituent pour certains individus une véritable industrie : nous allons le voir à propos de la mendicité.

Dans un très intéressant ouvrage de M. Maxime Ducamp (2), nous trouvons à cet égard de bien précieux détails. L'auteur nous montre la misérable condition des petits malheureux que l'on fait mendier et à quel honteux commerce donne lieu leur recrutement. « Un exploiteur, dit-il, parcourt les villages, recueille les enfants qu'on veut bien lui remettre et les prend à bail ordinairement pour trois ans : tout ce que ces enfants gagnent, n'importe où, pendant ce laps de temps, lui appartient et en échange il donne à la famille une somme définitive ou une somme annuelle ; on signe des actes en forme stipulant dédit en cas de non-exécution des clauses du traité... Cette industrie a ses commis-voyageurs, ses recruteurs, ses placiers ; les

(1) En 1844 en effet, la loi du 22 mars vient protéger les enfants employés au travail des manufactures.

(2) MAXIME DUCAMP, *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie*, t. IV.

uns vont chercher les enfants et les amènent à Paris entre les mains d'un patron qui les attend et les paie tant par tête ; d'autres préviennent les intéressés que dans tel village se trouve un enfant bon musicien et de physionomie agréable ; d'autres enfin, et ce ne sont pas les moins dangereux, lorsqu'ils apprennent qu'un patron a été expulsé par mesure administrative, réunissent les pauvres petits qui appartenaient à sa bande, en saisissent la direction et les exploitent.... Le métier n'est pas mauvais : un de ces hommes surnommé Il Cieco vit actuellement (1) à Londres, avec une fortune évaluée à plus de 200,000 francs gagnée à cet affreux commerce (2). »

A côté des enfants que l'on fait mendier, le xix^e siècle n'a pas vu disparaître les enfants volés par les saltimbanques, ni ceux qu'ils emploient après avoir passé avec les parents d'ignobles contrats. A la veille du vote de la loi de 1874 sur les enfants employés dans les professions ambulantes, M. E. Tallon disait à l'Assemblée Nationale : « Beaucoup sont livrés aussi par leurs familles ou abandonnés à des saltimbanques pour l'apprentissage de leur métier. C'est dans leurs troupes, sous les baraques des foires, que se trouvent le plus souvent ces enfants dont l'origine inconnue laisse supposer un de ces enlèvements qui épouvantent l'imagi-

(1) L'ouvrage de M. Maxime Ducamp (t. IV) date de 1873.

(2) MAXIME DUCAMP, *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie*, t. IV, p. 53 et 54.

nation et troublent le cœur des mères ; ces enlèvements se produisent d'ailleurs en réalité : la statistique criminelle établit que l'on en poursuit en moyenne 10 à 12 par an, et combien échappent à l'action de la justice (1) ! »

Il semble qu'on aurait pu compter en France sur le Code pénal de 1810 pour édicter une répression sévère contre des faits aussi monstrueux : hélas ! la protection de l'enfance occupe dans ce Code une bien faible place ! Les articles 349 et 352 punissent bien ceux qui abandonnent l'enfant soit dans un lieu solitaire, soit dans un lieu non solitaire, mais seulement lorsque l'enfant est âgé de moins de sept ans ; l'art. 354 du même Code ne punit l'enlèvement ou le détournement des mineurs qu'autant qu'il a été accompli contre la volonté de la famille ; par suite, les stipulations mercenaires dont M. Maxime Ducamp nous parlait plus haut et par lesquelles les parents livraient leurs enfants aux troupes ambulantes des saltimbanques, restaient à l'abri de la législation pénale. D'autre part, l'art. 311 punit bien les violences, mais jamais ni la doctrine, ni la jurisprudence n'ont assimilé à celles-ci les violences subies par les enfants de la part des saltimbanques et que n'hésitent pas à leur prodiguer leurs inhumains éducateurs, pour les disloquer ou les estropier. Enfin la jurisprudence n'a jamais étendu l'art. 334 qui vise l'excitation des mineurs à la débauche et à la corrup-

(1) Rapp. à l'Assemblée Nationale (*J. off.*, 1874, Annexe n° 2259, p. 2514.

tion, les funestes excitations par lesquelles on les pousse au vagabondage et à la mendicité (1).

En présence d'abus aussi criants et du silence du Code pénal, impuissant dès lors à les extirper, il fallait cependant prendre des mesures pour les réprimer et c'est la police qui fut chargée de cette tâche. Quoi de plus naturel ? La police n'avait-elle pas entre autres attributions la mission d'exercer une surveillance sur les mendiants ainsi que sur les saltimbanques ?

Dans une ordonnance concernant les « saltimbanques, baladins..., etc... », en date du 3 avril 1828 (2), le Préfet de police Debelleyme, « considérant que le nombre des saltimbanques dans les rues et places publiques s'est accru considérablement ;

« Que ceux qui exercent cette profession donnent souvent lieu à des plaintes parce qu'ils obstruent la voie publique, empêchent la circulation des voitures et sont ainsi souvent cause de graves accidents, soit parce qu'ils outragent la pudeur par des gestes, des paroles et des chansons obscènes... »

« Qu'il en est qui forcent à faire leur métier des » enfants qu'ils ont dérobés ou qu'ils retiennent malgré » leurs parents..., etc. ».

(1) V. l'exposé des motifs à la suite d'une proposition de loi « ayant pour objet de compléter les dispositions du Code pénal relative aux délits d'abandon, de détournement, de corruption d'abus des mineurs de moins de 16 ans » (*J. off.*, 1873, Annexe n° 1538, p. 525).

(2) V. *Collection officielle des ordonnances de police*, imprimerie Roucquin, t. I, n° 376, p. 450.

Ordonnait à ceux voulant exercer le métier de saltimbanque à Paris et dans les communes du ressort de la préfecture de police, de se munir d'une autorisation, « laquelle sera visée tous les six mois et renouvelée tous les ans ». L'art. 9 de cette ordonnance était ainsi conçu :
« Les saltimbanques qui mènent des enfants à leur suite
« seront tenus de prouver à l'autorité par des actes
« authentiques que les enfants leur appartiennent ou
« qu'ils ont le consentement de leurs parents ».

Ces dispositions constituaient déjà une garantie. En exigeant des saltimbanques qu'ils se munissent d'une permission qui devait être visée tous les six mois et renouvelée tous les ans, on les soumettait à un certain contrôle ; avant même d'accorder cette permission, la préfecture devait vraisemblablement s'enquérir de ce qu'étaient les postulants et elle ne l'eût certes pas accordée à des malfaiteurs de profession. Enfin obliger les saltimbanques employant des enfants ou même les menant simplement à leur suite à prouver par actes authentiques que ces enfants leur appartenaient ou qu'ils avaient le consentement des parents, c'était s'assurer que les enfants n'avaient pas été volés.

Malheureusement elles ne s'appliquaient pas à toute la France, mais seulement à Paris et aux communes du ressort de la Préfecture de police ; et puis quelle en était la sanction ? Le retrait provisoire ou définitif de leur permission ; l'art. 10 de l'ordonnance parlait bien de l'arrestation des délinquants et des poursuites

à exercer contre eux : la peine en ce cas n'était sans doute qu'une légère amende, ce qui ne devait guère les effrayer. Enfin s'ils n'étaient pas en règle, soit qu'ils fussent dépourvus de permission, soit que celle-ci leur eût été retirée, soit encore qu'ils employassent des enfants volés ou à propos desquels ils ne pouvaient produire aucun acte authentique prouvant qu'ils avaient le consentement des parents, il leur était facile de se rendre en dehors du ressort de la Préfecture de police pour y exercer leur industrie dans un des nombreux départements non soumis à une ordonnance préfectorale du genre de celle du Préfet de police.

Une autre ordonnance du 20 septembre de la même année 1828 (1), et émanant du même Préfet de police, concernait la « répression de la mendicité ». Il y était dit :

« Nous, Préfet de police,

« Considérant que la mendicité se perpétue malgré les mesures qui la répriment...

« Que de tous points de la France et même de plusieurs contrées lointaines des hommes, des femmes, des enfants, la plupart valides, viennent mendier à Paris et dans ses campagnes lorsque l'agriculture et l'industrie réclament le secours de leurs bras...

« Que des enfants aux gages d'individus qui ne

(1) V. *Collection officielle*, déjà citée, t. I, n° 382, p. 463.

« rougissent pas de cette honteuse spéculation implorent
« pour le compte de ceux-ci la charité publique qu'ils
« trompent et détournent ainsi de sa direction véri-
« table... ».

« Ordonnons ce qui suit :

1° « Dans le délai d'un mois... tous les mendiants
« étrangers au département de la Seine et aux com-
« munes de Saint-Cloud, Saint-Denis et Meudon
« devront en avoir quitté le territoire sous peine d'y
« être contraints par toutes les voies de droit... ».

4° « Les mendiants non valides... qui appartiennent
« à la ville de Paris ou aux communes du ressort de
« la Préfecture de police seront... admis au dépôt de
« mendicité de Villers-Cotterets ».

5° « Tous individus, sans distinction de sexe ni
« d'âge, étrangers ou non à la ville de Paris et aux
« communes du ressort de la Préfecture de police
« qui désormais y seraient trouvés mendiant, seront,
« sans préjudice de telles mesures administratives
« qu'il appartiendra, arrêtés et traduits devant les
« tribunaux.. ».

Cette ordonnance, on le voit, se proposait de débarrasser Paris et les communes du ressort de la Préfecture de police de tous les mendiants qui les infestaient, demandant la charité eux-mêmes, ou « la faisant demander par des enfants ». Elle édictait de sages mesures ; mais celles-ci pouvaient-elles être efficaces ? Nous ne le croyons pas, à considérer ce

qui se passe sous nos yeux aujourd'hui que des mesures plus énergiques encore ont été prises pour combattre la mendicité : malgré les pénalités prononcées par les tribunaux correctionnels, le nombre des mendiants et des enfants que l'on fait mendier est encore de nos jours très considérable (1). D'ailleurs cette ordonnance comme la précédente n'était exécutoire qu'à Paris et dans les communes du ressort de la Préfecture de police.

Dans une circulaire du 8 janvier 1853 (2), le Préfet de police, Pietri, signalait aux commissaires de police la nécessité d'empêcher « les acrobates, équilibristes, écuyers et tous gens faisant métier des exercices de force et d'agilité, de mêler à ces exercices de jeunes enfants dont l'existence est à chaque instant compromise par des tours où ils sont pour ainsi dire assimilés à une chose inerte et dont on se sert pour faire ressortir l'adresse et l'agilité d'hommes faits ». En conséquence, sur l'invitation du Ministre de l'Intérieur, afin de faire cesser les violences répétées que l'on était obligé d'exercer sur ces enfants afin qu'ils arrivassent à vaincre la crainte des dangers auxquels ils étaient exposés », le Préfet de police ordonnait « qu'aucun enfant au-dessous de 16 ans ne fût employé « à l'avenir dans les tours de force et d'agilité.

(1) Nous le verrons plus loin, 2^e part., chap. III à propos de l'application de la loi du 7 décembre sur les enfants employés dans les professions ambulantes.

(2) V. *Recueil officiel des circulaires émanées de la Préfecture de police*, imprimerie Chaix, t. II, n° 657, p. 95.

Cette circulaire fixait donc un âge au-dessous duquel les enfants ne pouvaient être employés dans les tours de force ou d'agilité : c'était un progrès réalisé dans la voie de la protection, puisque l'ordonnance du 3 avril 1828 jusque-là en vigueur, permettait l'emploi par les saltimbanques, des enfants même âgés de moins de 16 ans, pourvu qu'ils justifiassent par titres authentiques que ces enfants leur appartenaient ou qu'ils avaient le consentement des parents. Mais, malheureusement, dans cette circulaire, il n'était guère question d'une sanction précise ; elle ne faisait qu'enjoindre aux commissaires de police de signaler au Préfet les infractions commises par les délinquants, afin qu'il prît à leur égard « telle mesure qu'il appartiendra ».

Enfin le 28 février 1863, le préfet de police Boitelle rendait une ordonnance « concernant les saltimbanques, « joueurs d'orgue, musiciens et chanteurs ambulants (1) », « la dernière en date » avant la loi du 7 décembre 1874, disait M. E. Tallon dans son rapport à l'Assemblée nationale (2) : toutes les permissions de saltimbanques, musiciens, joueurs d'orgue, etc..., délivrées jusqu'à ce jour étaient annulées ; de nouvelles autorisations pouvaient leur être accordées sur leur demande (art. 1), mais à condition de joindre à cette demande un certificat de bonne vie et mœurs délivré

(1) V. *Collection officielle des ordonnances de police*, déjà citée, t. II, imprimerie Chaix, n° 760, p. 332.

(2) *J. off.* 1874, Annexe n° 2259, p. 2514.

par le commissaire de police du lieu de leur domicile (art. 2) ; elles devaient être visées tous les trois mois à la préfecture de police. Cette ordonnance fixait en outre l'heure à laquelle les individus ci-dessus désignés pouvaient commencer l'exercice de leur profession et l'heure à laquelle ils devaient se retirer (art. 8). Enfin elle contenait un article 10 ainsi conçu : « Il est
 « expressément défendu aux saltimbanques, joueurs
 « d'orgue, musiciens et chanteurs ambulants de se
 « faire accompagner par des enfants âgés de moins de
 » seize ans, ou par des aveugles... et autres personnes
 « infirmes ».

C'était encore une nouvelle étape parcourue dans la voie de la protection des enfants employés dans les professions ambulantes : la circulaire du 8 janvier 1853, recommandait aux commissaires de police de veiller à ce que les enfants de moins de seize ans, ne fussent pas employés par tous gens faisant métier des exercices de force ou d'agilité ; l'ordonnance du 28 février 1863, l'interdisait non seulement aux saltimbanques de toutes sortes, mais aussi aux musiciens, aux joueurs d'orgue et aux chanteurs ambulants. Si on prenait à la lettre cet article 10 en l'interprétant dans son sens le plus strict, on reconnaissait qu'il était assurément très rigoureux puisque un chanteur ou un musicien ambulant, pas plus que n'importe quel saltimbanque, ne pouvait se faire accompagner d'aucun enfant âgé de moins de seize ans, fût-ce même le sien propre. Il est

vrai que le Préfet de police se réservait un certain pouvoir d'appréciation, puisque l'article 16 de l'ordonnance édictait que « les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux ou rapports, qui nous seront transmis pour être déférés, s'il y a lieu, aux tribunaux compétents » ; le Préfet ne leur eût sans doute pas déféré un procès-verbal ou rapport dressé contre un individu des professions ci-dessus désignées accompagné de son propre enfant. Enfin en cas d'infraction, les contrevenants devaient être privés soit temporairement, soit définitivement de leurs permissions.

Nous venons de parcourir les mesures protectrices que la police, sur l'ordre de l'administration supérieure, avait prises, avant la loi du 7 décembre 1874, pour protéger les enfants abusivement employés soit à l'exercice de la mendicité, soit dans les professions ambulantes. Nous savons qu'elles ne s'appliquaient qu'à Paris et aux communes du ressort de la Préfecture de police ; en province les Préfets des départements n'avaient guère imité le Préfet de police et l'on peut dire que les ordonnances ou circulaires que nous avons examinées, constituaient à peu près la seule réglementation administrative concernant les enfants employés à la mendicité ou dans les professions ambulantes.

Cette réglementation, en outre qu'elle n'était applicable qu'à une faible partie de notre pays, contenait une sanction insuffisante : les contrevenants n'encouraient

en effet qu'une légère amende, lorsqu'encore ils étaient déferés aux tribunaux compétents et ne s'exposaient qu'à la privation, le plus souvent temporaire, des permissions qu'on leur avait accordées ; et, dans ce dernier cas, nous l'avons déjà dit, ils pouvaient aisément se rendre en dehors du ressort de la Préfecture de police pour y exercer leur industrie. Aussi, à la veille du vote de la loi du 7 décembre 1874, les faits abusifs avaient persisté, non seulement en province, mais même à Paris et ouvertement : le *Figaro* du 2 juillet 1873, rapportait notamment : « Il y a deux jours, le spectacle a dû être interrompu au café-concert des Ambassadeurs (1), parce qu'un enfant, lancé à deux mètres de hauteur, était retombé sur le dos et s'était grièvement blessé. » C'est ce qui faisait dire à M. E. Tallon, le 4 mars 1874, à l'Assemblée Nationale : « Des considérations, des documents et des faits que nous venons de relever, ressort cette démonstration évidente : pour réprimer des délits jusque là impunis, les mesures administratives sont illusoires : une loi seule peut avoir cette efficacité (2) ».

(1) Où figurait au programme un saltimbanque qui jonglait avec un enfant.

(2) *J. off.*, 1874, Annexe n° 2259, p. 2514.

CHAPITRE II

**Les enfants employés dans les professions théâtrales
avant la loi du 2 novembre 1892.**

Le théâtre suppose l'existence d'un certain raffinement de civilisation : dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que, comme nous le disions au début du chapitre précédent, il ne soit apparu que bien après les spectacles primitifs de la rue ou de l'amphithéâtre.

Tout le monde sait qu'il naquit chez les Grecs, avec le poète Thespis (vi^e siècle avant Jésus-Christ), à l'occasion des fêtes religieuses en l'honneur du dieu Bacchus. L'histoire nous apprend que Thespis fut lui-même le premier acteur, sur un chariot qu'il faisait conduire de ville en ville et du haut duquel il déclamait « le visage barbouillé de lie selon les uns, plâtré et fardé selon d'autres. Enhardi par son succès, il composa ensuite des pièces à plusieurs personnages (1) ». Le théâtre était fondé, et dans les siècles suivants la littérature grecque et la littérature romaine devaient compter d'illustres auteurs dramatiques dont il serait superflu d'énumérer les noms.

(1) V. *La Grande Encyclopédie*, Lamirault et C^e éditeurs, mot « Acteur », art. de M. A. Pougin.

Les enfants dans l'antiquité furent-ils employés comme acteurs ?

Les Grecs primitivement ne mettaient en scène que les hommes ; leurs premières pièces ne comprenaient d'ailleurs que des rôles d'hommes. Plus tard il y eut des rôles de femmes à remplir : or, dans les idées antiques, les femmes n'étant pas admises sur le théâtre, les rôles des personnages féminins furent confiés à des jeunes acteurs, « ce qui, étant donné l'usage du masque dont ils se servaient toujours, ne présentait rien d'extraordinaire (1) ».

Les recherches que nous avons faites nous permettent d'affirmer qu'à Rome l'emploi des enfants sur le théâtre était très rare. Le poète latin Martial, qui vivait au 1^{er} siècle de l'ère chrétienne, intitule une de ses épigrammes : « Les enfants comédiens » : (2) malheureusement, l'épigramme en question traite d'un tout autre sujet et nous sommes embarrassé sur le point de savoir si Martial entendait parler des enfants paraissant sur la scène à côté d'acteurs adultes, ceux-là seuls qui nous intéressent, ou si plutôt il ne faisait pas allusion aux théâtres d'enfants composés exclusivement de jeunes acteurs ne jouant qu'un répertoire infantin. Nous reviendrons sur les troupes de ces théâtres d'enfants, à propos de la France aux xvii^e et xviii^e siècles.

(1) V. *La Grande Encyclopédie* déjà citée, mot « Acteur ».

(2) V. liv. XIV, Epigramme CCXIV, *Pueri comædi*.

Quoi qu'il en soit, l'emploi des enfants comme acteurs dans l'antiquité était, nous le répétons, tout à fait rare. Il n'y eut donc guère à craindre à leur égard d'abus qui justifiaient l'intervention de l'autorité publique ; ce qui nous autorise à émettre cette opinion, c'est le traité de l'écrivain latin Tertullien « contre les spectacles » (1). L'auteur, dans cet ouvrage, mène une énergique « campagne », comme nous dirions de nos jours, contre les spectacles de son temps : jeux sanglants du cirque, qu'il condamne, et aussi théâtres, contre lesquels il montre encore plus d'indignation. Il réproouve la complaisance et la tranquillité d'âme avec lesquelles les pères de famille et les matrones y menaient leurs enfants : « Vous corrompez l'enfance prématurément », dit-il. Il ne parle, il est vrai, que des enfants spectateurs : or, s'il avait vu des enfants paraître sur la scène comme acteurs, son indignation eût été à son comble, et il n'aurait certainement pas manqué de nous signaler dans son traité les dangers qui pouvaient en résulter pour eux.

La décadence de l'Empire romain et les invasions des barbares eurent pour conséquence la ruine de l'art dramatique en Occident. Que devint-il dans la suite ? M. A. Pougin nous l'apprend : « Ce n'est qu'au commencement du moyen-âge qu'on vit se former peu à peu des troupes et des groupes de bateleurs, de

(1) II^e et III^e siècles après Jésus-Christ.

jongleurs, d'histrions qui amusaient le peuple à l'aide de farces le plus souvent ordurières et licencieuses... Mais il faut arriver au commencement du xv^e siècle pour voir reflourir les jeux qui avaient l'apparence de ceux du théâtre, et c'est aux Confrères de la Passion, promptement suivis des Clercs de la Basoche et des Enfants Sans-Souci qu'on doit les premiers efforts faits en ce sens : on ne sait rien de ceux d'entre eux qui faisaient office d'acteurs et se présentaient au public (1) ».

Jusqu'à cette époque, comme dans l'antiquité, les femmes n'avaient guère paru sur la scène.

« Tous les rôles de femmes, nous dit M. Petit de Julleville (2), étaient joués par des hommes, ordinairement par de très jeunes gens qu'on choisissait imberbes avec la voix la plus douce possible ». A côté d'eux nous rencontrons certains enfants acteurs doués d'un talent précoce, et qui font l'admiration de leurs contemporains : c'est entre autres ce « jeune fils barbier », dont nous parle le même auteur, qui joua Sainte-Barbe, à Metz, en 1485 avec « un tel bonheur qu'il n'y avait seigneur, clerc, ni laïque qui ne désirât avoir le dit garçon pour le nourrir et le gouverner » (3). C'est également un peu plus tard, à la fin du xvii^e siècle,

(1) V. *La Grande Encyclopédie* déjà citée, mot « Acteur ».

(2) PETIT DE JULLEVILLE, *Histoire du théâtre*, « *Les Comédiens en France au Moyen Age* », p. 276.

(3) *Loc. cit.*, p. 275.

la jeune Manon ou Marie-Anne, fille du célèbre comédien lillois Dancourt, laquelle « avait débuté à la comédie à l'âge de 11 ans (1) ».

Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles se fondent en France des théâtres d'enfants, c'est-à-dire ne comprenant comme acteurs que des enfants : nous en avons déjà dit un mot au début de ce chapitre, à propos de l'antiquité romaine et de Martial. Louis XIV autorise un organiste de Troyes, nommé Raisin, à établir une troupe d'enfants ; une autre se monte en 1784, au Palais-Royal, à Paris, pour l'amusement du comte de Beaujolais : les « Petits comédiens » qui la composaient se bornaient à mimer pendant qu'on chantait et qu'on parlait pour eux dans la coulisse. Après les désordres de 1789, les « Petits Comédiens du comte de Beaujolais » émigrèrent dans un local du boulevard Ménilmontant où ils continuèrent à se distinguer par leurs représentations (2).

A la suite des entraves de toutes sortes à la liberté, qu'avait fait disparaître la Révolution française, un assez grand nombre de théâtres s'étaient établis, et parmi eux des théâtres d'enfants. L'opinion publique à cette époque semblait même être assez enthousiaste de ces derniers ; elle pensait sans doute que les jeunes acteurs des troupes qui les composaient n'étaient nullement exposés aux dangers que courent les enfants

(1) V. LÉON LEFEBVRE, *Le théâtre de Lille au XVIII^e siècle*.

(2) Pour tous ces détails : V. *Grand dictionnaire Larousse*, t. VII, V^o *Enfant*, p. 549.

jouant à côté d'artistes d'âge mûr : ils ne se trouvaient pas mêlés aux désordres des coulisses ; leur répertoire était entièrement moral et d'un caractère exclusivement enfantin comme le public qui l'écoutait, et elle considérait, à tort ou à raison, que dans de telles conditions, l'exhibition des jeunes acteurs des troupes d'enfants n'était pas inquiétante pour leur moralité.

Le premier Empire ne fut pas de cet avis ; le décret du 29 juillet 1807 (1) détruisait l'œuvre de la Révolution en supprimant la liberté des théâtres. Le nombre des théâtres, à Paris, était réduit de 24 à 8 ; parmi ces 8 ne figurait aucun théâtre d'enfants : le décret consacrait donc la suppression radicale des théâtres d'enfants alors existants. Malgré cette mesure, il y eut encore une troupe d'enfants qui put pendant longtemps donner ses représentations en vertu d'un privilège spécial : ce furent « Les Jeunes Elèves de M. Comte (2) », qui se tenaient en dernier lieu Passage des Panoramas ; sous le second Empire, en 1855, une mesure administrative viendra les supprimer.

Sous le premier Empire, la Restauration, la première République et le second Empire, les théâtres restent soumis au décret de 1807 toujours en vigueur : ils sont dès lors l'objet d'une « étroite surveillance administrative (3) ».

(1) DALLOZ, *Répertoire*, V^e Théâtre, p. 296.

(2) V. *Grand dictionnaire Larousse*, t. VII, V^e Enfant, p. 549.

(3) V. JAY, *La Réglementation légale du travail*, cours professé à la Faculté de Paris, année 1897-98.

Dans une circulaire du 12 mars 1851 (1) le préfet de police Clément Reyre, rappelait aux commissaires de police que les instructions ministérielles prescrivait « d'empêcher les enfants de moins de quinze ans de figurer dans aucun ouvrage dramatique, à moins d'une autorisation formelle émanant de l'administration supérieure ». Il les priaient en conséquence, de rappeler eux-mêmes cette disposition aux directeurs de spectacles et de lui rendre compte des infractions.

Dans une autre circulaire du 22 octobre 1852 (2), le préfet de police Piétri informait les commissaires de police que la mesure prise par la circulaire précédente s'appliquait également aux cafés-concerts. C'est qu'en effet des spectacles d'un nouveau genre venaient de prendre naissance : c'étaient les cafés-concerts où il n'y avait pas seulement pour les enfants acteurs l'inconvénient des veilles et le danger des coulisses, mais aussi celui d'entendre, voire même d'interpréter des chansonnettes légères et licencieuses, « dont les sujets et les paroles ne sont pas en harmonie avec leur âge », disait la circulaire et accompagnées la plupart du temps de gestes grossiers.

Les mesures prises par ces circulaires étaient sages : elles furent observées et grâce à elles, l'emploi d'enfants de moins de 15 ans dans les théâtres et cafés-

(1) V. *Recueil officiel*, déjà cité, t. II, n° 628, p. 62.

(2) V. *Recueil officiel*, *loc. cit.*, n° 650, p. 88.

concerts à cette époque est tout à fait exceptionnel et dans tous les cas très surveillé.

Vers 1860, la liberté de l'industrie théâtrale qu'avait abolie le premier Empire était réclamée de toutes parts, notamment par la presse, et le décret des 6-18 janvier 1864 (1) la consacrait, revenant ainsi à l'œuvre de la Révolution.

Ce décret contenait bien un art. 5 ainsi conçu : « Les théâtres d'acteurs d'enfants continuent d'être interdits », mais il ne comprenait aucune disposition interdisant l'emploi des enfants comme acteurs ou figurants dans les autres théâtres et dans les cafés-concerts : et alors, sous le prétexte de la liberté rendue, les abus commencent à se multiplier, dans le but d'attirer le public en plus grand nombre possible, les directeurs des théâtres et des cafés-concerts n'hésitent pas à faire figurer au programme de jeunes enfants ; qu'importe la morale et l'enfance si l'on fait bonne recette ! Il y a bien des mesures administratives pour prévenir et interdire ces exhibitions scandaleuses, mais on les viole impunément ou au risque d'une pénalité bien douce, et les abus sont tels qu'« en 1886 plusieurs conseils municipaux émettent le vœu que la législation protectrice de l'enfance dans l'industrie soit étendue aux théâtres (2) ». C'est qu'en effet la loi du 19 mai 1874 après celle du 22 mars 1841

(1) V. D. P., 64, 4, 17.

(2) V. JAY, Cours déjà cité.

était venue protéger les enfants employés dans l'industrie : mais elle n'avait pas visé les enfants employés comme acteurs ou figurants dans les théâtres ou cafés-concerts. Pas plus que la précédente, la loi du 7 décembre 1874 n'avait eu en vue ces enfants ; elle ne protégeait que ceux employés dans les professions ambulantes par les saltimbanques, acrobates, etc. . .

La gravité des abus commis et répétés ne pouvait laisser plus longtemps l'autorité publique indifférente : c'est alors que la loi du 2 novembre 1892, dans son art. 8, est venue y apporter remède et combler ainsi une lacune importante.

DEUXIÈME PARTIE

Nous allons étudier dans cette partie la législation française actuellement en vigueur pour protéger la catégorie d'enfants qui fait l'objet de notre travail.

Nous examinerons :

Dans un Chapitre I la loi du 7 décembre 1874 sur les enfants employés dans les professions ambulantes ;

Dans un Chapitre II l'art. 8 de la loi du 2 novembre 1892, relatif à l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts ;

Dans un Chapitre III la façon dont ces dispositions sont appliquées.

CHAPITRE I

La Loi du 7 décembre 1874.

L'année 1874 restera une date mémorable dans l'histoire de la protection de l'enfance : cette année-là, ainsi qu'on l'a fait remarquer très justement « 3 lois montrent la préoccupation du législateur et témoignent des sympathies de l'Assemblée nationale en faveur de l'enfance malheureuse et déshéritée (1) » ; ce sont en effet :

1° La loi du 23 décembre relative aux enfants du premier âge « et dont le but est de mettre un terme à l'effrayante mortalité des nourrissons placés à la campagne. »

2° La loi du 19 mai sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

3° Enfin la loi du 7 décembre qui va nous occuper : c'est, comme on l'a dit à l'Assemblée nationale, le « complément » de la précédente (2) ; elle protège les enfants employés dans les professions ambulantes.

(1) H. DUMONT, *Essais sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés*, p. 37.

(2) *J. off.*, 23 juin 1874, p. 4260.

SECTION I

ANALYSE DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Le 14 janvier 1873, MM. Eugène Tallon, le vicomte de Bonald et Emile Lenoël, membres de l'Assemblée nationale, présentaient à cette Assemblée une proposition suivie d'un projet de loi, « ayant pour objet de
« compléter les dispositions du Code pénal relatives
« aux délits d'abandon, de détournement, de corrup-
« tion et d'abus des mineurs de moins de 16 ans (1). »

L'Assemblée nationale, à cette époque, poursuivait activement l'étude de la proposition de M. Ambroise Joubert dont les mesures avaient pour but de protéger les enfants contre l'abus du travail excessif que leur imposaient d'inhumains patrons dans les manufactures, proposition qui devait aboutir plus tard à la loi du 19 mai 1874 : la question de la protection de l'enfance était donc à l'ordre du jour et l'œuvre eût été incomplète si l'on n'avait songé également « à mettre l'enfance à l'abri de la cupidité qui la voue parfois, dès l'âge le plus tendre, à des métiers immoraux ou avilissants et la détourne du but utile que doit atteindre toute existence humaine. »

La première pierre était ainsi posée de cet édifice qui plus tard devait s'appeler la loi du 7 décembre

1) *J. off.*, 24 janvier 1873, Annexe 1538, p. 525.

1874 ; nous allons maintenant assister aux phases successives par lesquelles a passé sa construction.

Bien que le projet de loi de MM. Tallon, de Bonald et Lenoël ne contint pas dans son titre les mots de « saltimbanques, acrobates, directeurs de spectacles » forains ou de cirques, mendiants et vagabonds », c'étaient bien les abus résultant de l'emploi des enfants par ces individus-là qu'il entendait réprimer, ainsi que l'abandon des enfants par les parents ou tuteurs à ces gens « pratiquant des métiers abjects ».

L'article 1^{er} interdisait expressément l'exhibition publique des enfants âgés de moins de 16 ans dans les spectacles forains et dans les cirques.

L'art. 2 rendait passibles des peines portées en l'art. 352 du Code pénal (emprisonnement de 3 mois à 1 an et amende de 16 à 100 francs) les parents ou tuteurs qui abandonneraient des enfants âgés de moins de 16 ans à des forains ou à des saltimbanques, à des mendiants ou à des vagabonds, ou qui les engageraient dans des troupes ambulantes ; le maximum de la peine était applicable quand l'abandon et l'embauchage auraient été consentis moyennant une somme d'argent.

L'art. 3 menaçait des mêmes peines ceux qui auraient provoqué des enfants âgés de moins de 16 ans à quitter leurs parents ou tuteurs, même du consentement de ceux-ci, pour suivre des individus se livrant aux métiers de saltimbanques, acrobates, directeurs de spectacles forains ou de cirques, mendiants et vagabonds.

L'art. 4 punissait des peines prononcées par l'art. 334 du Code pénal (§ 1^{er}, emprisonnement de 6 mois à 2 ans et amende de 50 à 500 francs) ceux qui exploiteraient des mineurs âgés de moins de 16 ans, en les exhibant sur les places publiques ou dans les foires, ou en leur faisant exécuter des exercices acrobatiques ; si le délit était commis par les parents ou tuteurs, le § 2 de l'art. 334 du Code pénal leur était applicable (emprisonnement de 2 à 5 ans, amende de 300 à 1,000 francs).

L'art. 5 visait ceux qui soumettraient des enfants âgés de moins de 16 ans à des exercices acrobatiques exigeant la dislocation de leurs membres, à des tours de force périlleux, ou qui leur feraient soulever des fardeaux excessifs ; ils étaient passibles de l'art. 311 du Code pénal (emprisonnement de 6 jours à 2 ans et amende de 16 à 200 francs, l'une des deux peines seulement), avec application du maximum de la peine si le délit avait été commis par les parents ou tuteurs.

Enfin l'art. 6 ordonnait aux autorités municipales « de refuser toute permission d'ouvrir leurs spectacles ou de donner des représentations sur les places publiques aux directeurs de spectacles forains ou de cirques, aux saltimbanques, acrobates et montreurs de curiosités qui exhiberaient des enfants âgés de moins de 16 ans ». Les mêmes autorités devaient en outre requérir de ces individus et « de tous autres conduisant une vie nomade » la justification de l'origine des

enfants placés sous leur conduite : à défaut de cette justification, elles avaient l'ordre d'en donner avis au Parquet, « afin qu'il prît les mesures nécessaires à la constatation de l'origine et à la protection de ces enfants ».

Nous avons vu plus haut (p. 24 et 25), combien le Code pénal avait été insuffisant en matière de protection de l'enfance : la proposition de MM. Tallon, de ...t .. Bonald et Lenoël, venait donc bien le compléter à cet égard.

Cette proposition fut renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire : celle-ci accueillit favorablement le projet qu'elle contenait et le transmit à une autre Commission spéciale chargée de l'examiner (1). Dans la séance du 4 mars 1874, M. Tallon, déposait sur le bureau de l'Assemblée, un très intéressant rapport fait au nom de la Commission (2) : au cours de notre travail nous avons plusieurs fois déjà cité des extraits de ce rapport.

Il signalait les nombreux abus, que nous avons mentionnés précédemment, commis au préjudice d'enfants voués dès leur plus jeune âge à l'exploitation. Il démontrait que cette exploitation, loin d'être un mal nouveau, remontait à la plus haute antiquité, en faisait

(1) Cette commission était composée de MM. le comte de Melun, *président*, Lenoël, *secrétaire*, La Serve, Tallon, Botticau, du Bodan, Monnier, Roussel, Le Royer, Salneuve, Marcel Barthe, de Beauvillé, Humbert, le comte de Béthune, Charles Rolland (*J. off.*, 1874, Annexe 2259, n. p. 2512).

(2) *J. off.* 1874, Annexe 2259, p. 2512.

l'historique, prouvait par des chiffres officiels que les vices du passé étaient loin d'avoir disparu des sociétés modernes. Il dénonçait la misérable condition des enfants que l'on rencontre en grand nombre soit dans les foires et fêtes populaires, au milieu de saltimbanques et de gens sans aveu, exposés à toutes sortes de mauvais traitements, dans un milieu souvent infect sous tous les rapports, soit dans les rues, par tous les temps, sous les haillons des ramoneurs, destinés inévitablement à la mendicité et au vagabondage, victimes d'êtres inhumains qui les emploient souvent avec la complicité de parents indignes. L'auteur du rapport s'étonnait à juste titre que les diverses législations européennes « n'eussent point, en présence d'abus si manifestes et maintes fois signalés, pris des mesures énergiques pour les extirper » (1); qu'en France notamment celles qu'avait prises l'administration n'avaient amené aucun résultat sérieux. En Allemagne, au contraire, et surtout en Italie, le législateur, plus soucieux qu'en France de la protection de l'enfance, était énergiquement intervenu. Le rapport examinait en outre la question de l'intervention de l'Etat en cette matière et concluait à son entière légitimité. Enfin, il était suivi d'un projet de loi nouveau qui, comme le précédent, interdisait et punissait l'emploi dans les professions ambulantes, à la mendicité ou au

(1) *J. off.*, 1874, Annexe 2239, p. 2512.

vagabondage d'enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi que la provocation à eux faite de quitter le domicile de leurs parents pour suivre les individus exerçant ces professions, les mendiants et les vagabonds.

A comparer les deux projets, on apercevait entre eux de notables différences.

1° En ce qui concernait l'énumération des professions dans lesquelles il était interdit d'employer des mineurs de 16 ans, le projet de 1873 parlait de « directeurs de spectacles forains ou de cirques, saltimbanques, acrobates et montreurs de curiosité, (art. 2) ». Celui de 1874 à cet égard était plus large : « saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux, directeurs de cirques ou spectacles forains, individus exerçant toute autre profession du même genre, et aussi charlatans et musiciens (art. 1) », voilà les individus à qui il interdisait d'employer des enfants âgés de moins de 16 ans.

2° A propos des pénalités, le projet de 1874 ne renvoyait pas comme celui de 1873 aux différents articles du Code pénal que nous avons vus plus haut ; il édictait des pénalités spéciales et différentes : par exemple l'abandon par les pères, mères, ou tuteurs des enfants aux saltimbanques, acrobates, mendiants et vagabonds était puni d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an et d'une amende de 16 à 100 francs dans le projet de 1873 ; dans celui de 1874, la peine édictée pour ce délit était de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement et de 16 à 200 francs d'amende.

En outre, dans le projet de 1873, en cas de condamnation des parents ou tuteurs, il n'était nullement question de la déchéance de la puissance paternelle ou de la destitution de la tutelle ; quoique condamnés, les uns et les autres conservaient leur autorité sur les enfants ; d'après le projet de 1874, au contraire, le tuteur condamné pour avoir livré son pupille mineur de 16 ans aux saltimbanques, acrobates, mendiants et vagabonds était de plein droit destitué de la tutelle ; les parents pouvaient être privés des droits de la puissance paternelle pour avoir livrés leurs enfants âgés de moins de 16 ans aux mêmes individus ; enfin dans le cas où les parents ou tuteurs avaient employé eux-mêmes leurs enfants ou pupilles mineurs de 16 ans aux professions ci-dessus spécifiées, ils pouvaient être privés des droits de la puissance paternelle ou destitués de la tutelle : le tribunal avait le pouvoir d'apprécier.

C'est dans la séance de l'Assemblée Nationale du 22 mai 1874 que le projet remanié dans les différents sens que nous venons de voir, après examen de la Commission spéciale, vint en première délibération : l'Assemblée consultée décida qu'elle passerait à une seconde délibération (1).

Le 22 juin de la même année, en effet, il revenait devant l'Assemblée et la discussion porta principalement sur deux points.

(1) *J. off.*, 23 mai 1874, p. 3478.

1° Un membre de l'Assemblée (1) objecta qu'avec la rédaction de l'art. 1^{er} telle qu'elle était alors dans le projet, — à savoir : « Il est expressément interdit à tout individu exerçant les professions ambulantes de saltimbanque, charlatan, musicien, montreur d'animaux, directeur de cirque ou théâtre forain ou tout autre du même genre d'employer des enfants âgés de moins de seize ans à des spectacles et exhibitions publiques ou de leur faire exécuter des tours de force périlleux et des exercices de dislocation », — on avait voulu établir une distinction entre les spectacles ayant lieu dans les édifices des villes et ceux ayant lieu dans les foires : l'article ne visait que ces derniers et il disait : « Un enfant pourra, aux termes de la loi, paraître dans le cirque des Champs-Élysées, mais dans un cirque forain de la banlieue ambulante ou sous une tente c'est interdit (2) ».

Cette objection était absolument fondée. L'exhibition des jeunes enfants est aussi dangereuse pour eux dans les cirques sédentaires que dans les cirques forains : le législateur ne doit faire aucune distinction et la loi doit s'appliquer aux uns tout comme aux autres.

2° Le même membre fit remarquer que d'après les termes du même article 1^{er} : « Il est interdit à tout individu exerçant la profession . . . , etc . . . , d'employer

(1) M. DUCARRE.

(2) *J. off.*, 23 juin 1874, p. 4261.

des enfants âgés de moins de seize ans . . , etc . . . », il était défendu aux ménages de saltimbanques . . , etc . . , d'employer leurs propres enfants avant l'âge de 16 ans à la profession qu'eux-mêmes parents exerçaient ; et il demandait ce que, dans ces conditions, deviendraient ces enfants. « Le père et la mère régulièrement unis, disait-il, exerçant une de ces professions infimes que vous reconnaissez ne pas vouloir interdire, dont vous admettez l'existence par cette loi elle-même, ont des enfants. Que feront-ils de ces enfants jusqu'à l'âge de 16 ans ? Quels moyens d'existence leur donneront-ils et quel état procureront-ils à ces enfants s'ils n'exercent pas leur profession (1) ? »,

Cette seconde objection était aussi très juste. S'il existe des professions qui sont suivies par les enfants à l'imitation de leurs parents, ce sont évidemment les professions foraines ; et il ne peut guère en être autrement, cela tient aux conditions mêmes dans lesquelles elles s'exercent : le forain mène une vie nomade, sans cesse entouré de sa famille qui le suit dans ses pérégrinations ; pour lui, l'endroit où il travaille et l'endroit où il habite ne font qu'un, et ses enfants dès leur première jeunesse sont naturellement enclins à imiter leur père, et dans la suite à faire son genre de travail ; ils sont ainsi qu'on l'a dit « les héritiers obligés de la profession paternelle » (2). Dès lors le législateur, s'il

(1) *J. off.*, 23 juin 1874, p. 4261.

(2) *J. off.*, 8 décembre 1874, p. 8083.

tient compte de cette observation tout à fait fondée, se trouve en présence d'un dilemme. Il peut ou bien permettre absolument et sans restrictions aux saltimbanques l'emploi de leurs propres enfants dans les professions qu'ils exercent; mais alors c'est donner libre cours aux abus: ou bien le leur interdire tant que leurs enfants sont jeunes, jusqu'à l'âge de 16 ans par exemple; mais alors c'est retirer à ceux-ci le pouvoir d'exercer la seule profession vers laquelle ils sont à peu près fatalement dirigés.

Comment en sortir? Le mieux est de prendre un moyen terme, ce qu'a fait le législateur français, disons-le tout de suite par anticipation, et de permettre aux saltimbanques d'employer leurs enfants sinon dès la première jeunesse de ceux-ci, du moins à un âge inférieur à 16 ans.

Ce que nous venons de dire des enfants de saltimbanques nous pourrions le répéter à propos des enfants des musiciens ambulants: accompagnant leurs parents dans l'exercice de leur profession, dès leur plus tendre enfance ils sont également voués à cette profession. Si nous en parlons c'est qu'à propos d'eux l'on fit remarquer (1) qu'il était interdit, d'après l'art. 1 du projet « à un père de famille, musicien ambulant, d'employer son enfant à faire de la musique avec lui ».

A la suite de ces diverses objections, l'art. 1^{er} du

(1) M. Félix VOISIN.

projet fut renvoyé à la commission. Faisant droit aux critiques qui avaient été formulées, celle-ci :

1^o Supprima de l'art. 1^{er} les mots « tout autre du même genre, spectacles et exhibitions publiques », qui pouvaient laisser subsister quelque doute au point de vue de l'interprétation de la loi et fit disparaître ainsi l'inégalité de situation qui était faite entre les entrepreneurs de spectacles forains et ceux de spectacles sédentaires ;

2^o Supprima aussi le mot « Musicien » ;

3^o Admit enfin que les père et mère saltimbanque, etc..., pourraient employer leurs propres enfants à l'exercice de leurs professions à partir de l'âge de 12 ans.

Le texte ainsi amendé n'était pas encore pour certains assez précis. Un autre membre de l'Assemblée (1) demanda que l'on précisât dans le texte ce qu'il fallait entendre par ces mots : « tours de force périlleux » : mais l'Assemblée décida que la question serait laissée à l'appréciation des tribunaux dans chaque espèce particulière qui leur serait soumise.

Le 7 décembre 1874, le projet de MM. Tallon, de Bonald et Lenoël reparaissait à nouveau devant l'Assemblée Nationale.

M. Chevandier proposa un amendement à l'art. 1^{er} qu'il critiquait à quatre points de vue.

(1) M. FAYE.

1° En premier lieu l'auteur de l'amendement estimait que la prohibition de ces exercices dits « périlleux » devait être l'objet d'un règlement d'administration publique : aussi c'était à la loi à le dire dans son texte. « Il est en effet difficile de dire où commence un danger ; et lorsque sous cette inculpation d'avoir soumis un enfant à des exercices « périlleux » on traduira le père ou la mère devant un tribunal de première instance, il ne sera pas aisé de reconnaître si le fait comporte ou non l'application de la loi. Je crois donc que l'intervention d'un règlement d'administration publique serait préférable (1) ».

2° Il prétendit ensuite que la dislocation, que l'on avait prévue dans l'article du projet, n'avait rien de dangereux ni de douloureux si l'on y habituant l'enfant dès le premier âge, et était une gymnastique articulaire correspondant à la gymnastique musculaire. « Le mot est effrayant, disait-il, la chose ne l'est pas, pourvu que vous permettiez au père de famille de faire l'éducation professionnelle de son enfant dès le premier âge, condition nécessaire pour que l'apprentissage puisse se faire sans péril et sans douleur ». Si l'on voulait que parvenus à l'âge de 16 ans, les enfants des acrobates pussent se livrer à des exercices de dislocation, il fallait, pensait-il, consentir à ce qu'on les y préparât de bonne heure. « Chez l'enfant jeune,

(1) *J. off.*, 8 déc. 1874, p. 8083.

ajoutait-il, les ligaments articulaires se prêtent volontiers à l'extension des mouvements ; à 16 ans, l'apprentissage serait dangereux, douloureux et sans résultat ». Et il proposait de supprimer purement et simplement de la rédaction du projet les mots « exercices de dislocation ».

3° En troisième lieu, M. Chevandier s'élevait contre la peine prononcée par l'art. 1 (emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et amende de 16 à 100 francs). Elle était selon lui beaucoup trop forte quand des saltimbanques n'auraient fait qu'exhiber des enfants dans certains exercices comme les tableaux vivants qui ne portent atteinte ni à la santé ni à la morale : il y avait lieu, à son avis, d'abaisser la peine.

4° Enfin, il réclamait pour le père de famille la liberté absolue d'élever son enfant comme il l'entendait : la réglementation ne devait atteindre que les saltimbanques ou acrobates employant des enfants qui n'étaient pas à eux ; elle ne devait pas s'appliquer au père employant ses propres enfants : en conséquence, pensait-il, il fallait supprimer de l'art. 1^{er} la disposition qui interdisait aux père et mère « d'employer leurs enfants avant l'âge de 12 ans » (1).

Le rapporteur de la Commission, M. Tallon, répondit péremptoirement à chacune de ces objections. Il se contenta (et cela était selon nous suffisant pour y

(1) *J. off.*, 8 déc. 1874,

répondre) de signaler l'inapplication ou l'impuissance des mesures administratives prises jusqu'alors pour protéger l'enfance, de dénoncer les écoles de dislocation, « fabriques de phénomènes », où l'on soumettait les élèves à des sévices, à des excès contre lesquels les pénalités édictées par le projet n'étaient pas trop sévères; enfin, il rappela que malheureusement les faits démontraient que l'affection des parents pour leurs enfants n'était pas toujours une garantie suffisante contre les excès dont ceux-ci pouvaient être victimes et que, dans certains cas, il y avait lieu « de demander des mesures à la loi pour la protection de ces malheureux êtres » (1).

L'Assemblée nationale, se conformant aux arguments de M. Tallon, repoussa d'abord par divers votes partiels les différents points de l'amendement de M. Chevandier, adopta l'art. 1^{er}, puis l'ensemble du projet qui devint la loi du 7 décembre 1874 : elle était ensuite promulguée au *Journal officiel* du 20 décembre.

SECTION II

TEXTE DE LA LOI

Loi du 7 décembre 1874

relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes

ART. 1^{er}. — Tout individu qui fera exécuter par des enfants de moins de 16 ans des tours de force périlleux ou des exercices de

(1) *J. off.*, 8 déc. 1874, p. 8084.

dislocation ; tout individu autre que les père et mère pratiquant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque qui emploiera dans ses représentations des enfants âgés de moins de 16 ans, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 16 à 200 fr. La même peine sera applicable aux père et mère exerçant les professions ci-dessus désignées qui emploieraient dans leurs représentations leurs enfants âgés de moins 12 ans.

ART. 2. — Les pères, mères, tuteurs ou patrons qui auront livré soit gratuitement, soit à prix d'argent leurs enfants, pupilles ou apprentis, âgés de moins de 16 ans, aux individus exerçant les professions ci-dessus spécifiées, ou qui les auront placés sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité, seront punis des peines portées à l'art. 1^{er}. La même peine sera applicable à quiconque aura déterminé des enfants âgés de moins de 16 ans à quitter le domicile de leurs parents ou tuteurs pour suivre des individus des professions sus-désignées. La condamnation entraînera de plein droit pour les tuteurs la destitution de la tutelle ; les père et mère pourront être privés des droits de la puissance paternelle.

ART. 3. — Quiconque emploiera des enfants de moins de 16 ans à la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession, sera considéré comme auteur ou complice du délit de mendicité en réunion, prévu par l'art. 276 du Code pénal, et sera puni des peines portées au dit article. Dans le cas où le délit aurait été commis par les pères, mères ou tuteurs, ils pourront être privés des droits de la puissance paternelle ou être destitués de la tutelle.

ART. 4. — Tout individu exerçant l'une des professions spécifiées à l'art. 1^{er} de la présente loi devra être porteur de l'extrait des actes de naissance des enfants placés sous sa conduite et justifier de leur origine et de leur identité par la production d'un livret ou d'un passe-port. Toute infraction à cette disposition sera punie d'un emprisonnement de 1 mois à 6 mois et d'une amende de 16 à 50 fr.

ART. 5. — En cas d'infraction à l'une des dispositions de la

présente loi, les autorités municipales seront tenues d'interdire toutes représentations aux individus désignés en l'art. 1^{er}. Ces dites autorités seront également tenues de requérir la justification conformément aux dispositions de l'art. 4 de l'origine et de l'identité de tous les enfants placés sous la conduite des individus sus-désignés. A défaut de cette justification il en sera donné avis immédiat au parquet. Toute infraction à la présente loi commise à l'étranger à l'égard de Français devra être dénoncée, dans le plus bref délai, par nos agents consulaires aux autorités françaises ou aux autorités locales si les lois du pays en assurent la répression. Ces agents devront en outre prendre les mesures nécessaires pour assurer le rapatriement en France des enfants d'origine française.

ART. 6. — L'art. 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus et punis par la présente loi.

SECTION III

COMMENTAIRE DE LA LOI

Nous avons vu au début de notre étude qu'il existait un assez grand nombre de professions à proprement parler « ambulantes », c'est-à-dire exercées par des personnes qui font en quelque sorte des tournées, soit pour offrir à la curiosité publique des spectacles (acrobates, saltimbanques, directeurs de cirques ou de théâtres ambulants, montreurs d'animaux, diseurs de bonne aventure, etc...), des auditions (musiciens ambulants), soit pour louer leurs services (hommes de peine à l'époque de la moisson ou des vendanges, ramoneurs), soit pour vendre dans les endroits les plus divers, des objets de toutes sortes (marchands ambu-

lants qui passent par les campagnes, vendeurs de statuettes, de produits pour la toilette, etc. . .)

A première vue il semble que la loi du 7 décembre 1874 s'applique à l'emploi des enfants dans toutes ces professions : le titre porte en effet : « Loi relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes » ; mais une simple lecture des articles permet de reconnaître qu'il n'en est rien : la loi n'a en vue que l'emploi des enfants dans certaines professions ambulantes. Notamment elle ne concerne pas toute une catégorie d'ambulants qui est assez nombreuse : les musiciens. Nous avons vu en effet qu'au cours des travaux préparatoires le mot « musicien » qui figurait, non pas dans le premier projet de 1873 mais dans celui de 1874 rédigé au nom de la Commission spéciale d'examen avait été retiré sur la demande de M. Félix Voisin.

Par contre, nous verrons que la loi de 1874 ne s'applique pas non plus exclusivement à l'emploi des enfants dans certaines professions ambulantes : s'agit-il d'exercices de dislocation, par exemple, la loi les interdit aux mineurs de 16 ans dans toutes les représentations, même dans celles qui ont lieu dans les théâtres sédentaires des villes.

Dans un but de clarté, la section que nous consacrons au commentaire de la loi de 1874 comprendra 3 paragraphes : dans un paragraphe 1^{er} nous étudierons les divers cas d'emploi des enfants visés par la

loi ; dans un paragraphe 2 l'embauchage des enfants provenant de ceux qui ont sur eux une certaine autorité (parents, tuteurs, patrons), et le détournement des enfants par des personnes n'ayant sur eux aucune autorité, enfin dans un paragraphe 3 les infractions à la loi et les pénalités encourues.

§ I. — Emploi des enfants.

La loi de 1874 a interdit d'employer des enfants âgés de moins de 16 ans :

1° *A exécuter des tours de force périlleux et des exercices de dislocation* (art. 1, § 1). La loi ne donne ici aucune énumération de ces tours ou exercices : en conséquence la question de savoir si un tour de force est « périlleux » ou si un exercice est « de dislocation » est une question de fait laissée à l'appréciation du Tribunal et facile à résoudre, quoi qu'en ait dit à la tribune un membre de l'Assemblée Nationale lors de la discussion du projet de loi (1).

Dans un jugement du 7 juin 1875 (2), le tribunal correctionnel de la Roche-sur-Yon a jugé que l'exercice de la « pyramide humaine » était « dangereux » et que le « grand écart » constituait un exercice « de dislocation », ainsi que le fait pour un enfant de se

(1) V. plus haut amendement de M. CHEVANDIER, 4^o, p. 56.

(2) V. *Gaz. des trib.*, 10 juin 1875.

renverser en arrière, de faire rejoindre la tête et les pieds et de s'enrouler autour du corps d'un autre enfant : dans l'espèce soumise à ce tribunal il s'agissait d'un directeur de cirque qui avait fait exécuter en public ces genres d'exercices par quatre enfants dont l'aîné avait onze ans et dont le plus jeune était une petite fille âgée de six ans.

Peu importe, remarquons-le, que les tours de force périlleux et les exercices de dislocation soient exécutés dans un établissement forain ou dans un établissement sédentaire (cirque, théâtre de ville) ; peu importe également qu'ils aient lieu en public ou comme l'on dit « dans la coulisse » c'est-à-dire en l'absence de spectateurs : la loi sagement n'a fait aucune distinction ; elle a entendu protéger d'une façon générale et dans tous les spectacles quels qu'ils soient les enfants de moins de 16 ans contre les dangers qu'offrent certains exercices et les souffrances qu'il y a lieu d'endurer pour arriver à les exécuter ; or, les enfants sont exposés à ces dangers et à ces souffrances aussi bien sous la plus misérable tente de baraque foraine que dans le plus beau théâtre établi ou le plus grand café-concert, aussi bien dans la coulisse qu'au cours d'une représentation publique.

2° *A figurer à un titre quelconque dans les représentations données par les acrobates, saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux ou directeurs de cirque* (art. 1^{er} § 2). — Ici l'enfant n'exécute plus de

tours de force dangereux ni d'exercices de dislocation ; il est exhibé à un autre titre dans les représentations données par ces individus : il est employé par exemple à passer divers objets à un acrobate, à jouer de l'orgue pendant qu'il « travaille », à faire la quête durant le spectacle, etc...

La loi interdit en principe tout emploi de ce genre aux mineurs de 16 ans. Sans compter les dangers physiques qui peuvent en résulter pour eux (l'acrobate par exemple peut dans une chute blesser l'enfant qui se trouve près de lui), la loi a voulu empêcher les exhibitions de ces enfants, lesquelles sont le plus souvent d'un caractère contraire à la morale et à la dignité humaines.

Cependant la loi n'a pas voulu que jusqu'à 16 ans les enfants des acrobates, saltimbanques, etc..., ne pussent être employés dans les représentations par leurs propres parents ; ces enfants, nous l'avons dit précédemment, sont presque fatalement destinés à exercer la profession des auteurs de leurs jours : aussi elle a pensé avec juste raison que les inconvénients physiques et moraux résultant de l'emploi des enfants dans les représentations étaient moins à redouter quand ceux-ci étaient sous les yeux de leurs parents que lorsqu'ils se trouvaient avec des étrangers ; et elle a permis aux père et mère acrobates, charlatans, etc... et à eux seuls d'employer leurs enfants dans leurs représentations dès l'âge de 12 ans (art, 1^{er}, § 3). Mais

n'oublions pas que s'il s'agissait de tours de force périlleux et d'exercices de dislocation, en vertu du § 1 de l'art. 4, les père et mère ne pourraient employer leurs enfants à les exécuter qu'à partir de l'âge de 16 ans.

Notons enfin que l'interdiction d'employer dans les représentations des enfants âgés de moins de 16 ans ou de moins de 12 ans (si ceux qui les emploient sont leurs père et mère, ne s'applique qu'aux individus exerçant les seules professions « d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux et directeur de cirque »; en d'autres termes l'énumération de ces professions est limitative; en conséquence, un musicien ambulant, un de ces forains que l'on voit dans les fêtes publiques et qui sont tenanciers de baraques de jeux d'adresse, de tirs, etc... ne tombent pas sous le coup de l'interdiction prononcée par l'art. 4 de la loi de 1874 et peuvent, en conséquence, employer des enfants au-dessous de 16 ans ou de 12 ans s'ils en sont les père et mère.

Fixer un âge (16 ans ou 12 ans) au-dessous duquel les enfants ne pouvaient être employés soit à faire des exercices, soit, à tout autre titre, par les parents ou par des étrangers, était certainement très raisonnable; mais il fallait donner le moyen aux autorités compétentes de contrôler cet âge. C'est dans ce but qu'a été conçu l'art. 4 qui dispose que « tout individu exerçant l'une des professions spécifiées à l'art. 1^{er} de la pré-

sente loi (ce sont celles dont nous venons de donner l'énumération) devra être porteur de l'extrait des actes de naissance des enfants placés sous sa conduite et justifier de leur origine et de leur identité par la production d'un livret ou passe-port ».

3° *A la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession.* — L'art. 3 de la loi de 1874 est en effet ainsi conçu : « Quiconque emploiera des enfants âgés de moins de seize ans à la mendicité habituelle soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession, sera considéré comme auteur ou complice du délit de mendicité en réunion, prévu par l'art. 276 du Code pénal, et sera puni des peines portées au dit article. Dans le cas où le délit aurait été commis par les pères, mères ou tuteurs, ils pourront être privés des droits de la puissance paternelle ou être destitués de la tutelle. » Remarquons que la loi parle de la mendicité *habituelle* ; si donc la mendicité n'est pas habituelle, l'art. 3 ne s'appliquera pas : ce sera au tribunal à apprécier si l'habitude existe.

Ainsi que le dit l'art. 3, on peut mendier et faire mendier de deux façons :

1° *Soit ouvertement* : la personne qui mendie sollicite purement et simplement la charité sur la voie publique ;

2° *Soit sous l'apparence d'une profession* : un enfant par exemple sera porteur d'objets quelconques et les présentera aux passants : ceux-ci refusent-ils de les lui

acheter, alors il sollicite la charité. Il a l'air d'un marchand et en réalité il mendie. Nous avons examiné au début de cet ouvrage la triste condition de ces enfants qu'on fait ainsi mendier sous l'apparence d'une profession. Ce sont généralement de jeunes garçons ou des fillettes à qui l'on fait porter des bouquets : on leur assigne chaque jour une certaine somme à rapporter ; ne pouvant la trouver dans la vente de leurs fleurs, ils la demandent à la mendicité, quand encore ce n'est pas à la prostitution (1).

La loi de 1874 défend d'employer des mineurs de 16 ans à la mendicité habituelle soit ouvertement, soit d'une façon déguisée. A propos de cet emploi habituel d'enfants à la mendicité, signalons deux solutions qui ont été données par la jurisprudence dans des espèces qui sont de nature à se représenter quelquefois en pratique.

D'une part le tribunal correctionnel de Bordeaux, dans un jugement du 27 novembre 1890 (2), a décidé que le fait pour une personne qui joue de l'orgue et qui emploie habituellement des mineurs de 16 ans à recueillir les dons des passants était constitutif du délit d'emploi habituel d'enfants à la mendicité, prévu et puni par l'art. 3 de la loi de 1874.

D'autre part, le tribunal de la Seine, le 13 février 1891, a jugé que l'individu qui loge des mendiants

(1) GUY TOMEL et ROLLET, déjà cité.

(2) *Gaz. du Pal.*, 91, 1, *Supp.*, 30.

âgés de moins de 16 ans ne saurait être poursuivi, à moins que l'on ne prouve qu'il a donné aux enfants l'ordre de mendier : dans ce cas il tombe sous l'application de l'art. 3 de la loi de 1874 (1).

Enfin M. Le Poittevin prétend (2) que le fait de mendier en tenant habituellement un jeune enfant sur les bras constitue bien le délit de mendicité, mais qu'on ne pourrait relever en outre celui d'emploi habituel d'enfants à la mendicité : nous approuvons cette solution : on se sert bien de l'enfant dans ce cas pour exciter la pitié, mais on ne le fait pas mendier personnellement.

Notons en terminant que dans le cas où le délit d'emploi habituel d'enfants à la mendicité a été commis par les pères, mères ou tuteurs, ils pourront être privés des droits de la puissance paternelle ou être destitués de la tutelle : le tribunal, ici encore, aura à apprécier souverainement s'il y a lieu de les priver de ces droits ou de les destituer de la tutelle.

§ II. — Embauchage et détournement des enfants.

La loi de 1874 n'interdit pas seulement l'emploi des enfants dans les conditions que nous venons de déterminer ; elle punit aussi dans son art. 2 :

(1) GUY TOMEL et ROLLET, déjà cité, p. 49 et s.

(2) *Dictionnaire-formulaire des parquets et de la police judiciaire*, t. IV, V^o *Enfants*, p. 112.

1° *L'embauchage* des enfants âgés de moins de 16 ans, c'est-à-dire le fait pour les parents, tuteurs ou patrons de livrer « soit gratuitement, soit à prix d'argent les enfants, pupilles ou apprentis aux individus exerçant les professions énumérées à l'art. 1^{er} » ou de les placer « sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité » (§ 1). Dans ce cas la condamnation entraînera de plein droit pour les tuteurs la destitution de la tutelle ; les pères et mères pourront être privés des droits de la puissance paternelle (§ 2) : le tribunal appréciera.

2° Le *détournement* des enfants âgés de moins de 16 ans par des étrangers n'ayant sur eux aucune autorité, c'est-à-dire le fait de les déterminer comme dit la loi à quitter le domicile de leurs parents ou tuteurs pour suivre les individus exerçant les professions désignées dans l'art. 1^{er}, ou les vagabonds, gens sans aveu et mendiants (§ 2). En ce qui concerne ce genre de détournement, l'art. 2 (§ 2) de la loi de 1874 n'était pas inutile. Sans doute le Code pénal contient bien un art. 354 relatif au crime d'enlèvement et de détournement des mineurs : mais cet article suppose qu'il y a eu fraude ou violence ; et si, par fraude ou violence, un individu enlevait ou faisait enlever ou détourner un mineur de 16 ans pour le livrer à des saltimbanques, des vagabonds ou des mendiants, il serait certainement passible de la peine criminelle portée en l'art 354 ; mais si, sans fraude ni violence, il

n'a fait qu'user de manœuvres plus ou moins captieuses à l'égard de l'enfant âgé de moins de 16 ans pour le déterminer à quitter volontairement le domicile de ses parents ou tuteurs, il se rendra coupable non plus du crime prévu par l'art. 354, mais d'un simple délit beaucoup moins grave : c'est ce délit qui n'était pas prévu par le Code pénal, et qu'est venu réprimer l'art. 2 de la loi de 1874 (§ 2). Ce texte est donc loin de faire double emploi avec l'art. 354 du Code pénal.

§ III. — Infractions et pénalités.

Les infractions à la loi de 1874 sont des délits (cela ne fait aucun doute, l'art. 6 de la loi les qualifie formellement de « délits »), par conséquent de la compétence des tribunaux de police correctionnelle (art. 1^{er} Code pénal). En outre, d'après les règles ordinaires du droit pénal, l'intention criminelle est un des éléments constitutifs de l'incrimination (1).

Voyons maintenant les pénalités édictées par la loi de 1874.

1^o *La peine de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement et de 16 à 200 francs d'amende sera prononcée :*

a) Contre tout individu (père, mère ou étranger) qui fera exécuter par des enfants âgés de moins de 16 ans des tours de force périlleux et des exercices de dislocation (art. 1, § 1).

(1) LE POITTEVIN, *op. cit.*, V^o *Enfants*,

b) Contre tout individu autre que les père et mère exerçant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque qui emploiera dans ses représentations des mineurs de 16 ans (art. 1, § 2).

c) Contre les père et mère exerçant les mêmes professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux, ou directeur de cirque qui emploieront leurs enfants âgés de moins de 12 ans (art. 1, § 3).

d) Contre les pères, mères, tuteurs ou patrons qui auront livré gratuitement ou à prix d'argent leurs enfants, pupilles ou apprentis âgés de moins de 16 ans aux acrobates, saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux ou directeurs de cirques, ou qui les auront placés sous la conduite de vagabonds, gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité.

e) Contre quiconque aura déterminé les enfants âgés de moins de 16 ans à quitter le domicile de leurs parents ou tuteurs pour suivre des acrobates, saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux, directeurs de cirques, vagabonds, gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité.

De plus, dans les deux cas précédents, en cas de condamnation, les tuteurs seront destitués de plein droit de la tutelle, les pères et mères pourront être privés des droits de la puissance paternelle (art. 2, § 3).

2° *La peine de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement* (sans amende, art. 276 Code pénal), sera prononcée

contre quiconque emploiera des mineurs de 16 ans à la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession (art. 3, § 1).

En outre, si le délit a été commis par les pères, mères ou tuteurs, ceux-ci pourront être privés des droits de la puissance paternelle ou être destitués de la tutelle (art. 3, § 2).

3° *La peine d'un mois à six mois d'emprisonnement et de 16 à 50 francs d'amende sera prononcée* contre tout acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque qui ne serait pas porteur de l'extrait des actes de naissance des enfants placés sous sa conduite et qui ne justifierait pas de leur origine et de leur identité par la production d'un livret ou passeport (art. 4).

Ces peines, ainsi qu'on peut s'en rendre compte, sont assez sérieuses : mais empressons-nous de noter que, d'après l'art. 6 de la loi, « l'art. 463 du Code pénal est applicable (en cas de circonstances atténuantes) aux délits prévus et punis par la présente loi ». En conséquence, le tribunal pourra abaisser notablement la peine, réduire par exemple l'emprisonnement même au-dessous de 6 jours et l'amende même au-dessous de 16 francs, prononcer séparément l'une ou l'autre de ces deux peines et même substituer l'amende à l'emprisonnement (1) : c'est ce qui s'est produit dans

(1) Art. 463 C. pén. complété par le décret du 27 novembre 1870.

un jugement que nous avons relaté plus haut. Le Tribunal correctionnel de la Roche-sur-Yon, dans l'espèce que nous avons citée précédemment (1), considérant les bons antécédents du prévenu et faisant application de ces principes, ne l'a condamné qu'à une amende de 30 francs.

Pour terminer ce commentaire il convient d'ajouter :

1^o Que toute infraction à la loi de 1874 constituant un délit, l'action publique se prescrira par 3 années, la peine par 5 années révolues (art. 638 et 636 Instr. Crim.).

2^o Que dans tous les cas où l'une des dispositions de cette loi est enfreinte les autorités municipales sont tenues d'interdire toutes représentations aux individus désignés en l'art. 1^{er} (art. 5, § 1). Que faut-il entendre exactement par ces mots « interdire toutes représentations » ? Signifient-ils que les autorités municipales devront interdire complètement la représentation où l'enfant sera employé en violation de la loi, ou bien qu'elles ne devront interdire uniquement que la partie de la représentation où paraîtra l'enfant ? C'est cette dernière solution qu'a adoptée le Procureur de la République de la Seine, dans une circulaire en date du 1^{er} août 1883, relative à l'application de la loi du 7 décembre 1874 et adressée aux commissaires de police. « Malgré les termes généraux de cet article, y est-il

(1) Page 62.

dit (il s'agit de l'art. 5, § 1), j'estime qu'il doit être interprété en ce sens que l'interdiction est applicable non à la représentation entière, mais seulement aux exercices où ces enfants devaient figurer ».

3° Qu'en vertu du même article (art. 5, § 2), c'est aux autorités municipales encore qu'il appartient de requérir la justification conformément aux dispositions de l'art. 4 de l'origine et de l'identité de tous les enfants placés sous la conduite d'individus exerçant les professions d'acrobates, de saltimbanques, de charlatans, de montreurs d'animaux ou de directeurs de cirque. A défaut de cette justification elles doivent en donner avis immédiat au parquet.

4° Que l'art. 5 (*in fine*) prévoit les infractions à la loi commises à l'étranger à l'égard de Français : nos agents consulaires doivent dans le plus bref délai les dénoncer aux autorités locales si les lois du pays en assurent la répression. Ils doivent en outre prendre les mesures nécessaires pour assurer le rapatriement en France des enfants d'origine française.

5° Que les dispositions de la loi de 1874 s'appliquent aussi bien aux enfants de nationalité étrangère qu'à ceux d'origine française (1).

(1) En ce sens : Circulaire du parquet du 1^{er} août 1883, adressée aux commissaires de police.

SECTION IV

CRITIQUE DE LA LOI DU 7 DÉCEMBRE 1874. — DISPOSITIONS QUI L'ONT COMPLÉTÉE : LOIS DU 24 JUILLET 1889 ET DU 21 AVRIL 1898.

Quoique conçue dans les termes que nous venons de passer en revue, malgré les différents cas qu'elle prévoyait et les sages mesures protectrices qu'elle édictait, la loi de 1874 n'en était pas moins incomplète, nous allons le voir, et l'on a formulé à cet égard contre elle deux critiques.

En premier lieu, nous avons vu qu'elle édictait dans ses articles 2 et 3 la déchéance de la puissance paternelle : « Les père et mère, y disait-elle, pourront être privés des droits de la puissance paternelle » ; or on lui a reproché de ne pas organiser la déchéance qu'elle édictait, ou, si l'on aime mieux, de ne pas régler le mode de dévolution des droits enlevés aux pères et mères. C'est même une des raisons, a-t-on ajouté, pour lesquelles cette loi reçut peu d'application dans la pratique (1). Il fallait une loi pour combler cette lacune et régler l'attribution de la puissance déchuë au profit soit de l'Assistance publique, soit de simples particuliers ; cette loi a été faite, c'est celle du 24 juillet 1889 « sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés » qui, dans son chapitre II, traite tout au long de l'organisation de la tutelle en cas de déchéance de la puissance paternelle.

(1) *D. Jur. gén., Suppl., V^e Puissance paternelle.*

Cette critique, selon nous, était peu fondée et nous ne pouvons mieux faire que de citer à cet égard l'opinion qu'émettait en 1894 M. Berthélemy, et à laquelle nous nous conformons. « N'y a-t-il pas dans le Code, disait l'éminent professeur, d'autres textes d'où naissent des situations identiques à celles que créait la loi de 1874 ? Où donc, et par qui est élevé le fils d'un aliéné, d'un forçat, d'un absent ? Qui prend soin de celui dont les parents ne sont pas déchus en droit mais sont incapables en fait ? Le droit commun fournissait des précédents qu'il eût été simple de suivre (1). » Qu'on ne vienne donc pas dire que la loi de 1874 avait besoin de la loi du 24 juillet 1889 pour la compléter. Voilà la première critique : elle n'était pas sérieuse.

En second lieu, sous l'empire des dispositions de l'art. 2 de la loi de 1874 pour que l'embauchage dont il est question (c'est-à-dire le fait de remettre ou de livrer l'enfant aux acrobates, saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux, directeurs de cirque, vagabonds, gens sans aveu ou mendiants), tombât sous le coup des pénalités édictées dans cet article, il fallait :

1° Qu'il eût été accompli par les pères, mères, tuteurs ou patrons ;

2° Qu'il eût été fait directement aux individus mêmes ci-dessus désignés ; de telle sorte que, d'une part, si l'embauchage avait été fait par une personne autre que

(1) BERTHÉLEMY, *Congrès national d'assistance de Lyon*, 1895 (Rapport, t. I, p. 378,

les pères, mères, tuteurs ou patrons, par un domestique ayant la garde de l'enfant par exemple, il n'était pas punissable ; et, d'autre part si l'enfant avait été remis par les pères, mères, tuteurs ou patrons non pas directement aux individus spécifiés mais à un tiers qui devait ensuite les livrer à ces individus, les pères, mères, tuteurs ou patrons ne tombaient pas sous l'application de l'art. 2 de la loi, qui exigeait qu'ils « eussent livré » et n'envisageait pas le cas où ils « auraient fait livrer ». Ce tiers, ou plutôt cet intermédiaire, n'étant pas visé par la loi, échappait lui-même à toute pénalité. Nous avons vu précédemment qu'il existait un assez grand nombre de ces tiers recruteurs. Un ouvrage de M. Maxime Ducamp, à peu près contemporain de la loi de 1874, nous a donné sur eux, nous nous en souvenons, de curieux renseignements (1). En 1892 ils existaient encore, puisque dans un rapport de M. Georges Berry (que nous avons déjà cité), adressé au Conseil municipal de Paris, nous trouvons : « Il faut supprimer l'intermédiaire, celui qui trafique de la chair humaine, celui qui traque les enfants et corrompt les parents. Quand viendra le jour où nous n'aurons plus le tentateur, le racoleur à qui s'adresseront les parents disposés à tirer parti de ceux auxquels ils ont donné le jour ? Et même laissés tranquilles chez eux, la plupart ne penseront pas à ce gain immoral. Et véritable-

(1) *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie*, t. IV, 1873.

ment je ne peux comprendre comment le législateur de 1874 ait laissé de côté ces intermédiaires et placiers qui sont les plus grands ennemis des enfants pauvres et qui étaient les premiers désignés à la sévérité de nos lois. . . » Et M. Georges Berry proposait au Conseil municipal de demander aux Chambres d'ajouter à la loi de 1874 un paragraphe nouveau punissant l'intermédiaire.

Cette seconde critique était absolument fondée. Le 21 janvier 1897, alors qu'avaient lieu à la Chambre des Députés les débats parlementaires qui devaient aboutir au vote de la loi sur « la répression des violences, voies de fait, acte de cruauté et attentats commis envers les enfants », M. Georges Berry signala la lacune de la loi de 1874 : sa voix fut entendue, puisque la loi du 21 avril 1898 qui sortit de ces débats contient un art. 3 conçu dans les termes suivants :

ART. 3. — L'art. 2 de la loi du 7 décembre 1874 est modifié comme il suit :

ART. 2. — Les pères, mères, tuteurs ou patrons, et « généralement toutes personnes ayant autorité sur un enfant ou en « ayant la garde », qui auront livré soit gratuitement soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles ou apprentis âgés de moins de 16 ans aux individus, etc..., seront punis des peines portées en l'art. 1^{er}.

La même peine sera applicable aux « intermédiaires ou agents qui auront livré ou fait livrer » lesdits enfants et à quiconque aura déterminé les enfants âgés de moins de 16 ans, etc...

En résumé, nous dirons avec M. Berthélemy que la

loi du 7 décembre 1874 : complétée par la loi du 21 avril 1898 avait un double objet : d'une part « combattre l'exploitation des enfants sous la forme de petits saltimbanques » et d'autre part « mettre fin à l'exploitation des enfants en qualité de petits mendiants » ou si l'on aime mieux « combattre la mendicité infantile » (1).

(1) BERTHÉLEMY, *Congrès national d'assistance de Lyon*, séance du 3 juillet 1894.

CHAPITRE II.

L'article 8 de la loi du 2 novembre 1892.

Nous serons beaucoup plus bref dans ce chapitre que dans le précédent ; c'est qu'en effet la protection des enfants employés dans les théâtres (et non plus dans les professions ambulantes) tient dans notre législation une bien faible place : elle est consacrée par un seul article (l'art. 8) de la dernière de nos grandes lois industrielles, celle du 2 novembre 1892 « sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ».

Avant 1892, nous savons que des lois protectrices de l'enfance dans l'industrie étaient intervenues, une première fois en 1841 (loi du 22 mars), une seconde fois en 1874 (loi du 19 mai) ; mais ni l'une ni l'autre de ces deux lois n'avaient prévu l'emploi des enfants dans les théâtres.

Nous n'entreprendrons pas l'étude des travaux préparatoires complets de la loi du 2 novembre 1892 ; nous sortirions en effet du cadre que nous nous sommes tracé. Disons seulement, avec notre distingué confrère J. Bonzon, que la loi du 2 novembre 1892 est « une de celles qui ont été défendues et combattues

avec le plus d'obstination : elle a mis plus de dix ans à aboutir et fait plus de huit voyages entre les deux Chambres (1) ».

Au cours de ces laborieux travaux, les projets en présence (2) furent renvoyés à une Commission chargée de les examiner et dont M. Richard Waddington était rapporteur. Dans le rapport fait au nom de celle-ci, à propos de la question qui nous occupe, il s'exprime en ces termes : « Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, a appuyé auprès de son collègue du Commerce, qui nous les a transmises, les réclamations des Commissions scolaires de plusieurs arrondissements de Paris lui signalant les inconvénients de l'emploi d'un certain nombre d'enfants qui figurent le jour et le soir dans les représentations des théâtres, féeries et cirques. Le Préfet de police, saisi de ces plaintes, a fait savoir qu'en l'état actuel de la législation il ne se croyait pas en état d'intervenir, la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes ni celle du 19 mai 1874 réglementant le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie n'étant pas applicables aux enfants appelés à figurer dans les théâtres. La délégation cantonale du xx^e arrondissement s'est émue de cette réponse et, dans la séance du 23 juillet 1887, elle

(1) J. BONZON, *La Législation de l'enfance*, t. 1. de 1892.

(2) En 1896, il y en avait deux : l'un de M. Camélinat, l'autre du Gouvernement (MM. les ministres Lockroy et Demôle).

a émis le vœu « que la législation sur le travail des enfants dans les manufactures fût réformée et que dans les théâtres, cirques, bals, etc..., fussent à ce point de vue classés au nombre des établissements industriels ». La question d'ailleurs n'est pas nouvelle : déjà en 1886 le Conseil municipal de Paris s'en était occupé et avait émis un vœu analogue. L'art. 8 qui donne satisfaction à ces demandes, a été accepté par la Chambre et par le Sénat » (1).

SECTION I

TEXTE ET COMMENTAIRE DE L'ART. 8 DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892

Le texte de l'art. 8 de la loi du 2 novembre 1892 est le suivant :

ART. 8. — Les enfants des deux sexes âgés de moins de 13 ans ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc... , aux représentations données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires. Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, à Paris, et les préfets dans les départements, pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées.

Cet article est tout à fait explicite : défense est donc faite en principe aux directeurs de théâtres et de cafés-concerts sédentaires d'employer comme acteurs, figu-

(1) *J. off.*, 17 juin 1890, *Doc. parl.*, Chambre des Députés, n° 649, p. 1089.

rants, etc... (c'est-à-dire à tout autre titre), des enfants des deux sexes âgés de moins de 13 ans (1). Cependant, le Ministre à Paris et les préfets dans les départements peuvent, « exceptionnellement », autoriser l'emploi d'un ou plusieurs enfants dans les théâtres « pour la représentation de pièces déterminées ». Il résulte de ces derniers mots que pour chaque pièce nouvelle il faut une autorisation pour les mêmes enfants employés.

A examiner de près l'art. 8, on constate qu'il contient une lacune. Il parle, en effet, de théâtres et de cafés-concerts sédentaires, c'est-à-dire établis : il ne s'applique donc pas aux spectacles de ce genre non sédentaires. Or, il existe dans les fêtes publiques des théâtres forains non sédentaires auxquels la loi ne s'applique pas, ce qui fait que par une singulière inconséquence, un enfant qui, dans un théâtre établi, ne pourra être employé comme acteur ou figurant avant l'âge de 13 ans, pourra jouer ou figurer sur la scène d'un théâtre forain à n'importe quel âge et sans qu'il soit besoin, pour l'employer, d'une autorisation.

On a prétendu, il est vrai, que les théâtres forains sont soumis à la loi du 7 décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes. Ainsi, dans le *Recueil périodique de Jurisprudence* de M. Dalloz, nous lisons : « L'emploi du mot « sédentaire » indique suffisamment que l'emploi

(1) Et il est bien certain que tout comme les dispositions de la loi de 1874 l'art. 12 de la loi de 1892 vise aussi bien les enfants de nationalité étrangère que ceux d'origine française.

des enfants dans les théâtres ambulants continue à être régi par la loi du 6 décembre 1874 » (1). De même, dans une circulaire du Ministre de l'Instruction publique, en date du 26 janvier 1893 et adressée aux préfets, sur l'application de l'art. 8 de la loi du 2 novembre 1892 (2), nous trouvons : « Je dois d'abord vous faire remarquer que cette disposition nouvelle n'est nullement applicable aux cirques, exhibitions foraines et autres spectacles non sédentaires : la loi du 7 décembre 1874 est toujours applicable dans ce cas ».

Nous n'admettons cette opinion qu'en ce qui concerne l'emploi des enfants à exécuter des tours de force périlleux et des exercices de dislocation : la loi de 1874, dans son art. 1 (§ 1), nous l'avons vu, interdit de faire exécuter ces tours et exercices à des mineurs de 16 ans en quelque endroit que ce soit, établissement sédentaire ou non. Mais à part ce cas, où des exercices de cette nature sont exécutés dans des théâtres forains, nous prétendons que pour le simple emploi des enfants comme acteurs ou figurants, à l'exclusion de tout exercice périlleux ou de dislocation, la loi de 1874 ne concerne pas plus les théâtres forains que la loi de 1892 (art. 8) : en effet, dans son art. 1^{er}, § 2, la loi de 1874 interdit l'emploi de mineurs de 16 ans dans les représentations données par les acrobates, saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux et directeurs de cirque et par ceux-là seuls ; il n'est nullement question

(1) *D. P.*, 1893, 3, p. 28, n. 3.

(2) *Journ. du Pal.*, t. XVI, p. 528.

dans cette énumération limitative des directeurs de théâtres forains. Nous y trouvons bien le mot « saltimbanques » mais les directeurs de théâtres forains ne sauraient certainement être compris sous cette dénomination qui doit être strictement interprétée comme cela doit avoir lieu chaque fois qu'il s'agit d'une disposition de droit pénal.

Les théâtres forains ne sont donc régis, selon nous, par aucune loi quant au simple emploi des enfants, comme acteurs ou figurants à un titre quelconque : il y a là une lacune qu'il importerait de combler (1).

Pour terminer ce commentaire, revenons aux théâtres et cafés-concerts sédentaires à propos de l'autorisation qui permet de déroger au § 1^{er} de l'art. 8 de la loi de 1892. De la circulaire ministérielle du 26 janvier 1893 que nous avons citée (2), il résulte que les directeurs de théâtres ou des cafés-concerts devront, lorsqu'ils désireront faire jouer ou figurer dans une pièce des enfants âgés de moins de 13 ans, adresser au Ministre de l'Instruction publique (à Paris) ou aux Préfets (dans les départements), avant la répétition générale, une liste nominative des enfants qu'ils auront l'intention d'employer, avec l'indication de l'âge de chacun d'eux. Ces enfants ne pourront paraître dans la représentation que lorsque l'autorisation aura été adressée aux directeurs intéressés.

(1) En ce sens : JAY, Cours déjà cité, 1897-98.

(2) Page 84.

Cette autorisation devra être visée au commissariat de police. Les commissaires de police devront dresser procès-verbal contre tout emploi d'enfants âgés de moins de 13 ans qui n'aurait pas été autorisé par le Ministre ou le préfet. Ils s'assureront également, « par des appels souvent répétés des noms des enfants portés sur la liste visée à leur commissariat, que les enfants employés sur la scène sont bien ceux pour lesquels les permissions ont été données (1) ».

SECTION II

INFRACTIONS ET PÉNALITÉS.

Les art. 26, 27 et 28 de la loi de 1892 nous apprennent quelles sont les pénalités édictées en cas d'infractions à la loi en général et à l'art. 8 en particulier. Il y a lieu à cet égard de distinguer la première infraction de la récidive.

a) 1^{re} infraction :

ART. 26. — Les directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi (pour nous théâtres et cafés-concerts) qui auront contrevenu aux prescriptions de la dite loi... seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi. Toutefois, la peine ne sera pas appli-

(1) Louis COURCELLE, *Répertoire de Police administrative et judiciaire*, V^e Travail.

cable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance... contenant de fausses indications ».

C'est donc une peine de simple police qui sera appliquée en cas de contravention, pour la première fois, à l'art. 8 de la loi de 1892. Ajoutons que, dans ce cas de première infraction, l'action publique serait prescrite après une année, la peine après deux années révolues, conformément aux art. 640 et 639 du Code d'instruction criminelle.

b) Récidive. — Il y a récidive lorsque la seconde infraction est identique à celle qui, dans les 12 mois précédents, avait amené la première condamnation : dans ce cas, l'infraction qui, la première fois, constituait une simple contravention, devient un délit poursuivi par suite, non plus devant le tribunal de simple police, mais devant le tribunal de police correctionnelle : l'auteur de ce délit est puni d'une « amende de 16 à 100 francs » (art. 27). Il encourt en outre les peines accessoires de l'affichage et de l'insertion du jugement. L'art. 28 dit, en effet, que « l'affichage du jugement peut, suivant les circonstances « et en cas de récidive seulement, être ordonné par le « tribunal de police correctionnelle. Le tribunal peut « également ordonner dans le même cas, l'insertion « du jugement aux frais du contrevenant dans un ou « plusieurs journaux du département ».

En cas de récidive, comme il s'agit d'un délit, l'action publique se prescrira par 3 années révolues, la

peine par 5 années (art. 638 et 636, Code instruction criminelle). Enfin, d'après l'art. 29, en cas de récidive, le tribunal correctionnel peut tenir compte de circonstances atténuantes : l'art. 463 du Code pénal est donc applicable.

Les pénalités prononcées par la loi de 1892 sont donc plus douces que celles qui sont édictées par la loi de 1874 sur les enfants employés dans les professions ambulantes : elles consistent uniquement en une amende (de simple police pour la première infraction, correctionnelle en cas de récidive) et à la différence de la loi de 1874 elles ne comportent jamais d'emprisonnement : c'est peut-être regrettable. Dans ces conditions, un saltimbanque qui, dans une représentation, foraine emploiera un enfant de 15 ans par exemple, dont il ne sera pas le père à faire la quête, s'exposera à être condamné à un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et à une amende de 16 à 200 francs ; quelle que soit l'indulgence du tribunal, la condamnation si minime soit-elle, ayant été prononcée à l'occasion d'un délit, sera portée sur son casier judiciaire ; tandis qu'un directeur de théâtre ou de café-concert employant sans autorisation dans un spectacle plus ou moins moral, à une exhibition plus ou moins correcte, un enfant âgé de moins de 13 ans, n'encourra la première fois qu'une minime amende n'entachant nullement son casier judiciaire, et les autres fois, quelque nombreuses qu'elles soient, d'autres amendes sans empri-

sonnement... Cette différence de traitement n'est peut-être pas très équitable.

Nous connaissons maintenant les dispositions de la législation qui protège en France les enfants employés dans les professions ambulantes et théâtrales : il nous reste à voir comment elles sont appliquées. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE III

Application des lois du 7 décembre 1874 et du 2 novembre 1892 (art. 8)

Deux questions se présentent :

1^o Qui est chargé de l'exécution de ces lois ?

2^o Comment sont-elles exécutées en pratique ?

SECTION I

QUI EST CHARGÉ DE L'EXÉCUTION DES LOIS DE 1874 ET 1892 (ART. 8) ?

Nous verrons à cet égard successivement chacune des deux lois.

§ I. — Loi du 7 décembre 1874

Sans compter la tâche qu'elle assignait dans son art. 5 aux autorités municipales (à savoir : 1^o d'interdire toutes représentations aux individus désignés en l'art. 1^{er} en cas d'infraction à la loi ; 2^o de requérir la justification de l'origine et de l'identité des enfants placés sous la conduite de ces individus et à défaut de cette justification d'en donner avis immédiat au par-

quet), en ce qui concerne l'exécution proprement dite de ses articles la loi de 1874 ne contenait qu'une disposition : c'était en cas d'infraction commise à l'étranger à l'égard de Français : l'art. 5 (*in fine*) chargeait nos agents consulaires de dénoncer l'infraction dans le plus bref délai aux autorités françaises ou aux autorités locales si les lois du pays en assuraient la répression. Mais elle ne parlait pas de l'exécution de la loi en France : aussi il en résultait que d'après le droit commun (art. 8 et suiv. C. d'Instr. crim.) c'était aux officiers de police judiciaire qu'incombait le soin de rechercher les délits réprimés par elle.

Si nous faisons cette observation, c'est qu'en 1874, la loi du 19 mai sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie avait créé pour assurer l'exécution de ses dispositions un corps spécial de fonctionnaires, les inspecteurs du travail. Pourquoi cette innovation ? Entre autres motifs c'est que l'expérience antérieure avait prouvé, notamment en Angleterre, que les lois protectrices du travail dans les manufactures ne pouvaient être efficacement appliquées que lorsque leur exécution était confiée à des agents spéciaux et salariés (1). Dans le rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition Joubert (qui devait être plus tard la loi du 19 mai 1874), on lit à cet égard :

« Les diverses excursions que nous avons faites au cours de ce rapport soit dans la législation française,

(1) JAY, Cours déjà cité, 1897-98.

soit dans la législation étrangère nous l'ont démontré, là où l'inspection a été fermement constituée la loi s'exécute, les mœurs industrielles s'y façonnent, les progrès se réalisent ; là au contraire où l'inspection n'a point d'assiette fixe, la loi reste inexécutée, hésitante. . . . Le premier cas se manifeste en Angleterre où l'on a institué un corps d'inspecteurs largement rétribués par l'Etat ; le second cas se constate à regret en France où depuis 1841 l'inspection, gratuitement confiée à des agents d'origine différente, a manqué d'unité de vue et de force d'action (1). »

D'après l'art. 16 de la loi du 19 mai 1874, les inspecteurs du travail, à cette époque, étaient chargés uniquement de l'exécution de cette loi, concurremment avec les officiers de police judiciaire (Art. 18 *in fine*). Quant à la loi du 7 décembre 1874, relative aux enfants employés dans les professions ambulantes, les officiers de police judiciaire, et eux seuls, étaient chargés d'en rechercher les infractions ; les inspecteurs du travail n'avaient pas à s'en occuper. Cet état de choses dura jusqu'en 1892 : cette année-là, la loi du 2 novembre vint donner formellement aux inspecteurs du travail la mission de faire exécuter la loi du 7 décembre 1874 en même temps que les officiers de police judiciaire : elle contient, en effet, un art. 17 ainsi conçu :

ART. 17. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer

(1) DUVERGIER, *Coll. compl. des lois, décrets...*, 1874, p. 156, n. 1.

l'exécution de la présente loi et de la loi du 9 septembre 1848. Ils sont chargés, en outre, concurremment avec les commissaires de police, de l'exécution de la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Cette législation n'a pas été modifiée depuis, elle est donc actuellement en vigueur.

§ II. — **Loi du 2 novembre 1892, art. 8.**

Ce sont aussi les inspecteurs du travail que la loi de 1892 a réorganisés, en même temps que les commissaires de police qui sont chargés de veiller à l'exécution de cet article 8. Cela résulte :

1^o De la loi elle-même (art. 17) ;

2^o Des principes du droit commun (art. 8 et suiv. C. Instr. crim.).

3^o Enfin de la circulaire ministérielle du 26 janvier 1893 que nous avons citée précédemment ; on y lit en effet : « Les commissaires de police doivent dresser procès-verbal..., etc... ».

En pratique, les inspecteurs du travail ne s'occupent guère de faire exécuter les lois du 7 décembre 1874 et du 2 novembre 1892, art. 8 : si l'on parcourt tous leurs rapports en effet, on constate qu'ils sont muets sur ces lois ; seuls les commissaires de police s'en chargent.

SECTION II

COMMENT SONT EXÉCUTÉS LES LOIS DE 1874 ET DE 1892 (ART 8)?

Ici encore nous distinguerons :

§ I. — Loi de 1874.

Quelques années après la promulgation de la loi de 1874 on s'apercevait qu'elle était absolument inexécutée.

On pensa d'abord que la cause de cette inexécution était due à ce que la loi de 1874 n'organisait pas la déchéance de la puissance paternelle qu'elle édictait : nous avons repoussé, on s'en souvient, cette opinion.

Quoi qu'il en soit, en 1889, la loi du 24 juillet venait donner une organisation complète de la tutelle dans le cas de cette déchéance, et certains pouvaient s'attendre à une meilleure application de la loi : il n'en fut rien, Trois ans plus tard en effet, dans le rapport au Conseil municipal de Paris que nous connaissons, M. Georges Berry émettait le vœu que le Ministre de la Justice rappelât aux parquets et aux tribunaux le texte de la loi de 1874. « Pendant 10 ans seulement, disait-il, les agents ont arrêté 18,000 enfants laissés sur la voie publique avec mission de mendier ou de se prostituer... Nous avons aussi les bohémiens et les saltimbanques qui traînent dans leurs voitures de petits phénomènes achetés ou volés et qu'ils gratifient, à une heure donnée,

de hernies ou d'une déviation de la colonne vertébrale en leur faisant exécuter des jeux et des tours de gymnastique qui amusent le public et qui tuent les enfants. Une statistique récente nous montre en effet que la moyenne de la vie de ces gymnasiarques et danseurs de corde ne dépasse pas 20 ans. Et si je dénonce ceux qui exhibent de jeunes saltimbanques sur les places, dans les foires et fêtes publiques, je demande la même répression pour les crimes commis par les directeurs de cirques de nos grandes villes où l'on présente au public des artistes de 5 ans... ».

La même année, la loi de 1892, nous l'avons vu, chargeait les inspecteurs du travail de veiller à l'exécution de la loi du 7 décembre 1874, concurremment avec les commissaires de police. Malgré cette nouvelle mesure elle ne devait pas être mieux appliquée, car en 1894, au Congrès national d'assistance de Lyon, M. Berthélemy disait textuellement : « La loi de 1874 est restée lettre-morte » et il engageait le Congrès à formuler un vœu favorable « à une prompte exhumation et à une mise en vigueur énergique de la loi du 7 décembre 1874 ». « Une Société contre la mendicité des enfants, ajoutait-il, vient de se constituer récemment; son rôle sera d'obtenir l'application de la loi de 1874, de rechercher le délit, puisque les agents de la force publique paraissent avoir la consigne de ne pas le voir, et de le poursuivre puisque les procureurs s'en dispensent ». Et dans la séance du 3 juillet

de la même année, il proposait au Congrès d'émettre le vœu « qu'il s'organise partout des Sociétés contre la mendicité ».

Depuis 1894 la loi du 7^{er} décembre 1874 est-elle mieux appliquée?

Nous avons voulu nous-même nous en rendre compte et pour cela nous avons tenu à aller personnellement à la Préfecture de police et dans quelques commissariats.

A la Préfecture de police il nous a été répondu que dans chacune de ces dernières années quelques procès-verbaux de contraventions à la loi de 1874 avaient été dressés à Paris contre des individus qui employaient des mineurs de 16 ans à la mendicité. « Les agents, nous a-t-on dit, arrêtent quelquefois des enfants qui sont en compagnie de mendiants : ceux-ci les ont reçus de leurs parents. On interroge les enfants, on convoque si cela est possible les parents qui les ont ainsi livrés, et, s'ils paraissent dignes de quelque intérêt, le commissaire de police, au lieu de les poursuivre, se borne à les admonester et leur rend leurs enfants ». Cette mesure de clémence est certes très louable; mais elle n'est pas tout à fait conforme à l'application de la loi.

Poursuivant notre enquête, nous nous sommes rendu dans certains commissariats de police : nous avons choisi ceux des quartiers et des villes où se tiennent à Paris, et dans le département de la Seine les plus

importantes fêtes publiques, nous avons, hélas ! constaté que la loi de 1874 y est méconnue ! Bien mieux : dans un de ces commissariats que nous ne nommerons pas, nous avons été même absolument stupéfait d'apprendre de la bouche même du commissaire de police que cette loi lui était totalement inconnue !

Voilà pour Paris et ses environs : on jugera par suite de l'application que peut recevoir la loi de 1874 en province !

§ II. — Loi de 1892, art. 8.

Au contraire, d'après l'enquête personnelle à laquelle nous nous sommes également livré à Paris, l'art. 8 de la loi de 1892 est scrupuleusement observé : les directeurs de théâtre ou de cafés-concerts qui désirent employer des enfants âgés de moins de 13 ans adressent toujours au Ministre leur demande d'autorisation 5 jours au moins avant la répétition générale. Le Ministre leur fait parvenir l'autorisation par l'intermédiaire de la Préfecture de police et ils sont en règle.

D'ailleurs, grâce à la présence continuelle des commissaires de police dans les spectacles des établissements sédentaires (leur service y est réglé par un roulement), les infractions à l'art. 8 ne sauraient passer inaperçues.

Disons en terminant que ce que la loi considère

comme exceptionnel, à savoir l'emploi sur la scène d'enfants âgés de moins de 13 ans est malheureusement d'usage courant, et cela grâce à la trop grande facilité avec laquelle les autorités compétentes accordent les autorisations aux directeurs des théâtres et des cafés-concerts. Il existe même certains théâtres qui ont acquis une véritable renommée grâce à cet emploi d'artistes précoces : toutes les pièces qui s'y succèdent comportent des rôles d'enfants.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, on représente dans un des plus grands théâtres de Paris un ballet dans lequel plus d'une centaine d'enfants (nous les avons vus de nos propres yeux) exécutent des figures de danse et des mouvements d'ensemble. Les plus jeunes d'entre eux n'ont pas plus de 4 ans ! Et malgré les applaudissements répétés du public il se dégage visiblement une impression de pitié que l'on éprouve pour ces malheureux petits êtres victimes d'une exhibition que nous n'hésiterons pas à qualifier d'immorale et de scandaleuse ! Et quand on assiste à ce genre de spectacle on ne peut s'empêcher de penser à part soi : à quoi sert-il d'avoir une loi si de complaisantes autorisations viennent permettre sans cesse de la violer ?

TROISIÈME PARTIE

LES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES PROFESSIONS AMBULANTES ET THÉÂTRALES A L'ÉTRANGER.

Nous terminerons notre travail en passant brièvement en revue les principales dispositions législatives étrangères qui sont relatives à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes et théâtrales.

1^o Prusse et Allemagne du Nord

Nous commencerons par la Prusse : c'est en effet dans ce pays que pour la première fois le législateur s'est occupé des enfants employés dans les professions ambulantes et théâtrales ; il l'a fait dans la loi du 16 mai 1853. Dans un rapport à la Chambre des représentants de Belgique, M. Anspach-Puissant disait à propos de cette loi : « En même temps qu'elle organisait l'enseignement obligatoire, elle prenait des mesures pour empêcher qu'en employant les enfants à une profession ambulante on ne parvînt à les soustraire à l'obligation de l'enseignement : de là l'interdiction pour les parents

de laisser leurs enfants paraître dans des salles de danse ou sur des tréteaux, de leur faire jouer la comédie, de leur permettre de faire partie de troupes de bateleurs, saltimbanques et musiciens ambulants (1) ».

Ce qui avait préoccupé le législateur prussien, on le voit d'après ce commentaire, ce n'était pas tant la protection matérielle et morale que le souci de l'enseignement obligatoire pour eux ; mais en organisant cet enseignement il les protégeait du même coup, puisqu'il interdisait aux parents de les laisser employer dans les professions ambulantes et théâtrales.

A propos de l'emploi des enfants à la mendicité, il est intéressant de constater que le Code prussien contenait un art. 341 qui punissait comme délit, le fait de se livrer à la mendicité ou d'y employer des enfants.

S'inspirant de cette disposition, le Code pénal allemand, qui fut promulgué le 31 mai 1870, se montra plus sévère : il punit en effet non plus seulement ceux qui employaient des enfants à la mendicité, mais aussi :

ART. 61. — 4° Ceux qui se livrent à la mendicité, ou provoquent des enfants à la mendicité ou qui les envoient mendier, ou ceux qui négligent de détourner de la mendicité des personnes soumises à leur puissance et vivant avec eux.

Les coupables encourent la peine des arrêts.

Enfin, à propos de l'emploi des enfants dans les

(1) DE PAEPE, *Pasinomie*, 1888, p. 181.

théâtres, notons un arrêté de police pris au mois de juillet 1887 et qui porte :

« L'emploi des jeunes enfants au théâtre, principalement pour les pièces à spectacle, a pris de telles proportions à Berlin, qu'il est nécessaire de réprimer l'abus que cet état de choses engendre. Nul enfant ne peut être engagé par un directeur de théâtre s'il n'est muni d'une autorisation écrite du commissaire de police et d'une attestation du maître d'école. L'autorisation peut être retirée à toute époque et chaque fois que les besoins de l'école l'exigent. En outre, le service des enfants au théâtre ne pourra se prolonger au-delà de 11 heures du soir (1). »

Il y a lieu encore ici de faire la même remarque que précédemment, à propos de la loi prussienne de 1853 : à côté des inconvénients et des dangers que peut présenter l'emploi des enfants dans les théâtres, il ne faut aucunement que celui-ci soit de nature à entraver l'obligation scolaire : aussi le maître d'école en Allemagne est-il appelé à intervenir, chaque fois qu'un directeur de théâtre désire être autorisé à engager des enfants, pour attester que leur instruction n'en souffrira pas. Les besoins de l'école l'exigent-ils : l'autorisation pourra toujours être retirée.

(1) LAROUSSE, *Grand Dictionnaire*, V^e *Enfant*, p. 1173.

2^e Italie.

Suivant l'exemple de la Prusse, l'Italie n'a pas tardé à s'engager dans la voie de la protection des enfants employés dans les professions ambulantes. Cela semble étonnant au premier abord, si l'on remarque qu'en matière de législation du travail en général l'Italie, vis-à-vis de l'Angleterre, de la France et d'autres pays d'Europe, s'est trouvée considérablement en retard. Mais tout le monde sait que s'il fut dans l'histoire un peuple pauvre et misérable, c'est assurément celui des provinces de la péninsule italienne : aussi de tout temps y a-t-on rencontré des mendiants, et à côté d'eux des enfants abandonnés de leurs parents, livrés au pavé de la rue, et exerçant toutes sortes de métiers ambulants, courant l'aventure, s'expatriant même. En France, il y a longtemps qu'on connaît les « petits Italiens », comme on les a toujours appelés, vagabondant sous les traits des petits ramoneurs ou des petits musiciens, ou suivant les troupes ambulantes des saltimbanques.

Rien d'étonnant dès lors, en présence de cette émigration infantile causée par la misère, et de l'exploitation dont les petits Italiens étaient victimes de la part de ceux qui les recueillaient, à ce que l'attention du législateur en Italie se soit portée tout d'abord sur les enfants exposés aux abus des professions ambulantes avant de considérer les enfants employés aux travaux industriels.

Dès l'année 1865, en effet, une loi du 25 mars, dite

de « sécurité publique (1) » exigeait que tous ceux qui exerçaient une profession ambulante pussent justifier qu'ils avaient l'autorisation des parents des mineurs de 18 ans qu'ils menaient avec eux ; encore la police pouvait-elle interdire à ces personnes de continuer à se faire accompagner de mineurs alors même qu'elles étaient munies de l'autorisation des parents si les enfants paraissaient exposés à de mauvais traitements ou à des abus. Des pénalités étaient édictées contre les contrevenants (2).

Mais avec la loi du 21 décembre 1873, actuellement en vigueur en Italie, nous nous trouvons en présence d'une législation vraiment sérieuse.

Dans une intéressante notice de l'*Annuaire de Législation étrangère* (3), nous trouvons que lors de l'Exposition universelle de 1867, la police de Paris arrêta plus de 1,500 enfants qui, sous des apparences diverses, n'avaient d'autre métier que la mendicité : la plupart étaient Italiens. « La colonie italienne de Paris, dit l'auteur de la notice, ne pouvait rester indifférente à ce triste spectacle. M. le chevalier Nigra prit l'initiative d'un pressant appel à l'intervention de son Gouvernement... La vigilance de la police française avait eu pour effet de détourner le courant sur l'Angleterre et surtout sur l'Amérique : un rapport

(1) TALLON, rapport cité (*J. off.*, 1874, p. 2513).

(2) V. ANSPACH-PUISSANT, Rapport à la Chambre belge, *Pasinomie*, 1888, p. 181.

(3) Année 1874, p. 317, notice de M. Roux.

du consul de New-York signalait, dans cette ville seulement, une moyenne de 1,500 petits Italiens. Il y avait urgence à arrêter cette émigration d'un nouveau genre qui finissait par jeter de la déconsidération sur le nom italien et qui dépeuplait la métropole sans profit pour les autres pays. Aussi, dès 1868, le Gouvernement de Victor Emmanuel présentait, au Parlement de Florence, un projet de loi destiné à combler les lacunes de la législation existante qui ne pouvait atteindre le vagabondage et la mendicité au-delà des frontières du royaume. Il s'agissait de donner le caractère de crime ou de délit au fait de conduire à l'étranger, ou de livrer à des tiers, des enfants pour les employer dans les professions dites « ambulantes ». La loi nouvelle devait, en outre et comme conséquence, indiquer les mesures propres à assurer le rapatriement des enfants livrés au mépris des prohibitions nouvellement édictées. Telle fut l'idée première de la loi, dont la Commission proposa et le Parlement adopta l'extension à l'intérieur du royaume ». La discussion de cette loi, retardée par les événements, ne put avoir lieu que dans la session de 1873. Enfin, le 21 décembre 1873, elle était promulguée sous le titre de « Loi pour empêcher l'emploi des enfants dans les professions ambulantes ». Nous allons en donner une rapide analyse.

L'art. 1^{er} punit d'un emprisonnement de 1 à 3 mois et d'une amende de 50 à 250 livres toute personne qui

confie ou livre ses enfants ou pupilles âgés de moins de 18 ans à des nationaux ou étrangers qui les reçoivent en vue de les employer à des professions ambulantes telles que celles de « saltimbanque, sorcier, charlatan, musicien ou chanteur des rues, danseur de corde, devin ou diseur de bonne aventure, montreur d'animaux, mendiant et autres semblables ». Le jugement de condamnation entraîne de plein droit pour les tuteurs l'exclusion de la tutelle. Quant aux parents, s'ils sont condamnés, le tribunal peut en outre prononcer contre eux la déchéance de la puissance paternelle.

L'art. 2 vise les personnes qui occupent près d'elles dans l'exercice des professions ambulantes ci-dessus désignées des mineurs de 18 ans qui ne sont pas leurs enfants : elles s'exposent à un emprisonnement de 3 à 6 mois et à une amende de 100 à 500 livres : la peine est double en cas de mauvais traitement.

L'art. 3 applique les mêmes peines quand les mineurs auront été livrés dans un but d'expatriation.

L'art. 4 édicte la peine de 1 à 2 ans d'emprisonnement et de 500 à 1000 livres d'amende contre les nationaux qui emploient en pays étranger des mineurs de 18 ans aux professions prohibées.

Enfin les articles suivants élèvent l'emprisonnement de 5 à 7 années quand le mineur de 18 ans aura été victime d'un rapt ou d'un détournement par artifice, prononcent la réclusion de 7 à 10 ans quand l'enlèvement aura été suivi d'abandon et de mauvais traite-

ments, punissent des mêmes peines les complices des délits, prononcent la nullité de tous les contrats ayant pour objet l'exploitation prévue par la loi, et édictent des mesures « sur la déclaration aux autorités en Italie, aux agents consulaires à l'étranger des enfants actuellement employés dans les professions ambulantes afin d'assurer leur rapatriement et leur restitution à leurs familles ou leur placement dans des établissements de l'Assistance publique (1) ».

La loi italienne dont nous venons de rendre compte a puissamment influé sur la loi française du 7 décembre 1874 : lors des travaux préparatoires de celle-ci, celle-là fut citée et commentée par le rapporteur de la Commission chargée d'examiner le projet de loi. « La loi italienne, disait-il notamment, a édicté à l'égard de l'emploi des enfants dans certaines professions par les parents ou par les patrons des mesures que l'on peut proposer à l'imitation de toutes les nations civilisées » (2).

Il y a lieu de remarquer que la loi italienne est beaucoup plus sévère que la loi française :

1° C'est l'emploi d'enfants âgés de moins de 18 ans qu'elle interdit (et non de moins de 16 ans);

2° Les professions qu'elle énumère et dans lesquelles elle interdit l'emploi des mineurs de 18 ans, sont

(1) V. TALLON, Rapport cité (*J. off.*, 1874, p. 2513, et *Annuaire de législation étrangère*, 1874, p. 318 et s.

(2) TALLON, Rapport cité (*J. off.*, 1874, p. 2513).

beaucoup plus nombreuses que celles énumérées par notre loi de 1874 : en outre, l'énumération de la loi italienne n'est pas limitative, à la différence de celle de la loi française, puisqu'elle contient ces mots « et autres semblables », ce qui laisse aux tribunaux italiens un large pouvoir d'appréciation.

Il est vrai, par contre, qu'en ce qui concerne l'emploi des enfants par les parents dans les professions ambulantes, tandis que la loi française l'interdit aux père et mère tant que leurs enfants n'ont pas atteint l'âge de 12 ans, la loi italienne est muette à cet égard : c'est donc que les parents en Italie peuvent employer eux-mêmes leurs propres enfants à n'importe quel âge : la loi française est donc ici plus protectrice.

Enfin, la loi italienne s'est particulièrement préoccupée de l'émigration des enfants, et des mesures propres à l'entraver et à assurer le rapatriement des jeunes Italiens qui se trouvaient à l'étranger lors de sa promulgation. Elle ne vise pas l'emploi des enfants dans les théâtres puisqu'elle s'applique spécialement aux professions ambulantes.

3° Belgique.

a) *Enfants employés dans les professions ambulantes.* — Si la loi française de 1874 a subi l'influence de la loi italienne de 1873, à son tour elle devait forte-

ment influencer le législateur belge dans la loi du 28 mai 1888 (1).

Jusqu'à cette époque, en Belgique, la législation ne protégeait pas les enfants employés dans les professions ambulantes ; et cependant, comme partout, se révélait le spectacle des enfants moralement abandonnés, maltraités, livrés à des tortures physiques en vue de devenir propres à exciter la curiosité du public. « Ces faits ne datent pas d'hier, disait en 1888, au Sénat belge, le rapporteur de la Commission de la Justice, et il est vraiment regrettable que le législateur ne se soit pas préoccupé plus tôt de protéger l'enfance contre des parents barbares et dénaturés qui ne méritent aucunement l'autorité presque absolue que leur ont accordée, sur leurs enfants, les rédacteurs du Code civil (2).

Entre temps, le 17 juin 1887, le Gouvernement belge avait déposé un projet à la Chambre des représentants ; il vint en discussion et fut adopté après quelques modifications dans les séances des 27 avril, 1^{er} et 4 mai 1888, fut ensuite présenté devant le Sénat qui l'adoptait le 22 mai 1888 : la « loi relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes » était promulguée le 28 mai 1888 (3).

L'article 1^{er} de la loi belge punit d'un à six mois

(1) V. Projet de loi belge, exposé des motifs : « Le Gouvernement s'est inspiré, disait le Ministre de la Justice, surtout de la loi française du 7 décembre 1874 et de la loi italienne du 21 décembre 1873 » (*Pasinomie*, 1888, n° 209.

(2) DE PAEPE, *Pasinomie*, p. 208.

(3) DE LE COURT, *Codes belges*, 1896, p. 342.

d'emprisonnement et d'une amende de 50 à 250 francs tout individu qui fera exécuter par des enfants âgés de moins de 18 ans des exercices de dislocation, dangereux, inhumains ou de nature à altérer la santé. Si le délit est commis par les pères, mères ou tuteurs, la peine s'élève et devient : 2 mois à 1 an d'emprisonnement et 100 à 500 francs d'amende.

L'art. 2 punit de 8 jours à 3 mois d'emprisonnement et de 26 à 100 francs d'amende tout individu autre que les père et mère pratiquant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou de curiosités, directeur de cirque qui, « sans la coopération des parents de l'enfant », emploiera dans ses représentations des enfants âgés de moins de 18 ans. La même peine est applicable aux personnes ci-dessus désignées qui, « même avec la coopération des parents », emploieront dans leurs représentations des mineurs de 14 ans, aux pères, mères, tuteurs ou patrons qui auront livré ou abandonné aux individus exerçant ces mêmes professions leurs enfants, pupilles ou apprentis âgés de moins de 18 ans, à tout employeur voulant procurer des sujets pour ces professions, à tout individu à qui les enfants seront livrés, enfin à ceux qui auront déterminé des mineurs de 18 ans à quitter le domicile de leurs parents ou tuteurs pour suivre des individus exerçant les mêmes professions, sans préjudice, le cas échéant, d'autres pénalités édictées par le Code pénal.

En cas de condamnation, les tuteurs ou parents pourront être, au gré du tribunal, destitués de la tutelle ou privés des droits de la puissance paternelle.

Comme la loi française, la loi belge, dans son art. 5, exige, sous la menace d'une pénalité, que tout individu exerçant une des professions spécifiées plus haut devra être porteur des actes de naissance des mineurs placés sous sa conduite et devra justifier de leur origine et de leur identité par la production d'un livret, d'un passeport ou autre document probant.

Enfin elle prévoit les cas de récidive ; il y aura récidive quand, depuis moins de 5 ans, l'inculpé aura déjà été condamné du chef de l'une des infractions prévues par la loi : dans ce cas, la peine pourra être portée au double.

Cette loi est, on le voit maintenant, la reproduction presque textuelle de notre loi française de 1874.

Remarquons cependant, qu'à la différence de celle-ci :

1° La loi belge (comme la loi italienne de 1873) fixe à 18 ans l'âge au-dessous duquel les enfants ne peuvent être employés aux professions ambulantes ; cet âge est de 14 ans quand les enfants y sont employés par leurs parents : dans les deux mêmes cas, la loi française à cet égard plus libérale a fixé 16 ans (emploi par des étrangers) et 12 ans (emploi par les parents) ;

2° La loi belge ne parle pas de l'emploi des enfants à la mendicité, ni de l'abandon de ceux-ci aux gens sans aveu, mendiants et vagabonds, que prévoit notre

loi de 1874. Il est vrai qu'une loi du 27 novembre 1891 modifiée par une autre du 15 février 1897 prévoit spécialement « la répression du vagabondage et de la mendicité ».

3° Les pénalités qu'elle édicte sont, d'une façon générale, moins fortes que celles prononcées par la loi de 1874.

Voilà les différences principales entre la loi belge et la loi française.

Remarquons maintenant qu'à la différence de la loi italienne et à la ressemblance de la loi française, la loi belge de 1888 contient (art. 2) une énumération limitative des professions dans lesquelles est interdit l'emploi des enfants de moins d'un certain âge : cette énumération est la copie presque identique de l'énumération de la loi française ; elle comprend seulement en plus la profession de « montreur de curiosités ».

Avant de terminer avec les enfants employés dans les professions ambulantes en Belgique, il importe de signaler une question qui a été assez vivement agitée au cours des travaux préparatoires de la loi de 1888 : c'est celle de savoir si l'hypnotisme est ou non un de ces exercices dangereux ou de nature à altérer la santé auxquels il est interdit de faire prendre part des mineurs de 18 ans. Un membre de la Chambre belge, M. Woeste, prétendait à ce propos que l'Académie de médecine de Belgique comptait des hommes de

valeur qui assuraient que les expériences de magnétisme et d'hypnotisme n'étaient pas contraires à la santé; il proposait, en conséquence, de ne pas comprendre pour le moment l'hypnotisme parmi les « exercices dangereux ou de nature à altérer la santé » dont parlait la loi et d'ajourner la question jusqu'au moment où la Chambre serait saisie d'un projet de loi sur la matière. Le Ministre de la Justice répondit très justement à cela qu'il y avait lieu de distinguer entre l'hypnotisme pratiqué sur des malades à titre de traitement par les médecins et l'hypnotisme ayant le caractère d'une expérience destinée à satisfaire la curiosité des spectateurs; ce dernier seul, bien entendu, devait être considéré comme exercice de nature à nuire à la santé et en conséquence comme visé par la loi; et même, dans ce cas, c'était au juge à apprécier, en s'éclairant s'il le fallait de l'avis des hommes compétents, si les exercices auxquels les enfants peuvent être soumis devaient être considérés comme nuisibles pour eux.

b) *Enfants employés dans les théâtres.* — Une loi spéciale de date récente punit de 8 jours à 3 mois d'emprisonnement et d'une amende de 25 à 100 francs le fait d'employer dans les théâtres et spectacles les enfants âgés de moins de 16 ans; cette disposition est donc plus sévère que l'art. 8 de notre loi française de 1892, puisque :

1° L'âge au-dessus duquel il est interdit d'employer

des enfants dans les théâtres est plus élevé en Belgique qu'en France (16 ans au lieu de 13) ;

2° La pénalité, outre l'amende, comporte de l'emprisonnement.

4° Angleterre.

En Angleterre, ce n'est pas avant 1869 que l'on rencontre une disposition légale protégeant l'enfance exploitée dans les professions ambulantes. Cette année là, le Parlement britannique rendait un bill relatif à la protection des jeunes ramoneurs (1).

Cela a lieu de surprendre de la part d'une législation qui était venue la première réglementer le travail industriel dès le début du XIX^e siècle (2), devançant à cet égard de beaucoup les législations étrangères.

Le 24 juillet 1879, une loi nouvelle sur la protection des enfants (*Children's dangerous performances act*), frappait « d'une amende, de 10 livres au maximum, les personnes qui auraient employé, à des exercices dangereux, des enfants âgés de moins de 14 ans et les parents ou gardiens d'enfants, si leur connivence était établie. En cas d'accident, des dommages-intérêts de 20 livres au plus pouvaient être alloués (3).

Enfin, le 26 août 1889, une autre loi nouvelle était promulguée, « pour prévenir les mauvais traitements

(1) TALLON, Rapport cité (*J. off.*, 1874, p. 2514.

(2) Actes de 1802, 1819, etc..., JAY, Cours déjà cité, 1897-98.

(3) *Ann. de législ. étrangère*, 1880, p. 3.

« envers les enfants et amener une meilleure protection de l'enfance (An act for the Prevention of
« cruelly to, and better Protection of Children » (1).

Cet acte de 1889, actuellement en vigueur en Angleterre, prévoit les délits en général dont l'enfance peut être victime, édicte des pénalités et permet de soustraire les enfants malheureux à ceux qui abusent de leur faiblesse. Les dispositions qu'il contient sont donc assez complètes.

Si nous laissons de côté la répression que la loi anglaise de 1889 édicte dans son art. 1^{er}, contre toute personne au-dessus de 16 ans qui maltraite un enfant âgé de moins de 14 ans (s'il s'agit d'un garçon) de 16 ans (s'il s'agit d'une fille), le délaisse, l'abandonne, le fait souffrir physiquement (et dans ces cas la peine comporte une amende qui peut aller jusqu'à 100 livres sterling et cumulativement, ou, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement de 2 ans au plus, avec ou sans travail pénible hard labour), nous voyons, en outre, que cette loi s'occupe de l'emploi des enfants :

- 1° A la mendicité ;
- 2° Dans les professions théâtrales ;
- 3° Dans les professions ambulantes ;
- 4° A la vente publique de choses quelconques dans les rues ou dans les spectacles.

(1) *Ann. de législ. étrangère*, 1890, p. 28 et s.

L'art. 3 de l'acte de 1889. est en effet ainsi conçu :

Toute personne qui :

a) Force ou incite un enfant au-dessous de l'âge indiqué ci-dessus (14 ans si c'est un garçon, 16 ans si c'est une fille) à se tenir dans la rue « pour demander ou recevoir l'aumône ou pour solliciter des dons sous le prétexte de chanter, jouer, faire des tours, offrir quelque chose à acheter »,

b) Force ou incite un enfant au-dessous de l'âge indiqué ci-dessus à se tenir entre 10 heures du soir et 5 heures du matin dans une rue ou dans un local autorisé pour la vente de liqueurs enivrantes en dehors des locaux autorisés pour les spectacles publics afin de « chanter, jouer, faire des tours moyennant rétribution, offrir quelque chose à acheter »,

c) Force ou incite un enfant « au-dessous de 10 ans » à rester quelle que soit l'heure, dans une rue, un local autorisé pour la vente de liqueurs enivrantes ou pour les spectacles publics, dans un « cirque ou autre lieu » où l'on est admis en payant afin de « chanter, jouer, faire des tours moyennant rétribution, offrir quelque chose à acheter »,

Peut en vertu d'un jugement d'une cour de juridiction sommaire, être condamné à une amende n'excédant pas 25 livres sterling, ou à défaut de paiement ou cumulativement à un emprisonnement avec ou sans travail pénible de trois mois au maximum.

Les autorités locales peuvent, si elles le jugent utile, modifier par des règlements particuliers les heures indiquées au paragraphe b.

Si des garanties sérieuses sont fournies, une *petty sessional court* (tribunal d'ordre inférieur) ou en Ecosse le *school board* (bureau scolaire) peuvent également permettre durant le jour et avec les restrictions nécessaires l'emploi des enfants « au-dessous de 7 ans » dans les cirques ou spectacles publics autorisés. Le Secrétaire d'Etat a la faculté de charger un inspecteur d'examiner si les conditions imposées aux entrepreneurs de ces spectacles publics sont exécutées.

Remarquons seulement qu'en vertu de cette législation, dès l'âge de 10 ans (§ c), les enfants peuvent

paraître dans les spectacles, sans que celui qui les emploie s'expose à une pénalité ; et avec une permission il peuvent même y paraître au-dessous de 7 ans. En France, nous l'avons vu, s'agit-il des théâtres et cafés-concerts sédentaires, l'enfant n'y est admis comme acteur ou figurant qu'à partir de 13 ans : mais avec une autorisation préfectorale (ou ministérielle à Paris), les directeurs de ces spectacles peuvent employer des enfants au-dessous de 13 ans. S'agit-il d'un spectacle donné par un acrobate, saltimbanque, charlatan..., etc..., l'enfant n'y peut être employé qu'à l'âge de 16 ans (12 ans si ce sont ses parents qui l'emploient et encore à condition de ne pas lui faire exécuter des tours de force dangereux ou des exercices de dislocation).

La loi anglaise est donc moins sévère que la loi française.

Enfin, d'après l'art. 4 de la loi de 1889, tout « constable » (agent de police) peut arrêter celui qui en sa présence contrevient au présent acte et peut mettre en lieu de sûreté l'enfant à l'égard duquel le fait délicieux a été commis ». Si l'on ajoute qu'à côté des pénalités édictées, lorsque les coupables sont les parents ou tuteurs, les enfants peuvent leur être enlevés (1), on voit que la loi anglaise de 1889 constitue une protection assez sérieuse de l'enfance.

(1) *Ann. de législ. étrangère*, 1890, p. 28.

5° Espagne.

La loi espagnole du 26 juillet 1878, imitée des lois italienne et française de 1873 et 1874 protège les enfants employés dans les professions ambulantes.

Elle punit des peines de l'emprisonnement et de l'amende ceux qui font exécuter à des mineurs de 16 ans des exercices périlleux, des tours d'équilibre, de force et de dislocation, ainsi que les acrobates, gymnastes, dompteurs et toreros, qui les emploient dans leurs représentations : mais les pères et ascendants peuvent y employer leurs propres enfants dès l'âge de 12 ans.

Ces âges sont donc absolument identiques à ceux mentionnés dans la loi française. Comme elle, la loi espagnole prévoit et punit la remise des mineurs de 16 ans par les ascendants, tuteurs, maîtres et ceux qui sont chargés à un titre quelconque de leur garde, aux individus exerçant les professions ci-dessus désignées, ainsi qu'aux vagabonds et aux mendiants. Elle édicte aussi des pénalités contre ceux qui auront déterminé des enfants âgés de moins de 16 ans, à quitter le domicile de leurs ascendants ou tuteurs pour suivre ces individus.

Les gouverneurs de provinces dans les capitales et les « *alcaldes* » (maires) dans les autres communes, sont chargés de l'exécution de la loi : la négligent-ils,

ils se rendent passibles des peines prononcées par l'art. 382 du Code pénal espagnol.

Enfin la loi de 1878 enjoint aux agents consulaires de l'Espagne à l'étranger « en cas d'infractions commises au préjudice de leurs compatriotes de les faire connaître soit aux autorités espagnoles soit aux autorités du pays où ils sont accrédités si la législation de ce pays contient des dispositions pénales à ce sujet » et de « prendre les mesures nécessaires pour effectuer le rapatriement des mineurs dont il s'agit » (1).

6° Suisse.

Si c'est à l'Angleterre que revient l'honneur d'être entrée la première avant tous les autres pays dans la voie de la réglementation du travail, il faut reconnaître que c'est la Suisse qui a édicté en cette matière la législation la plus protectrice, du moins en ce qui concerne le travail dans les fabriques proprement dites, car cette législation a le tort de ne pas s'appliquer à toute l'industrie (2). La grande loi industrielle suisse du 23 mars 1877 (3) comprend en particulier une protection plus complète que celle édictée par notre loi française du 2 novembre 1892 ; et cependant nous avons le regret de n'y rencontrer aucune dispo-

(1) *Ann. de législ. étrangère*, 1879, p. 337.

(2) V. JAY. Cours déjà cité, 1897-98.

(3) *Ann. de législ. étrangère*, 1878, p. 586.

sition relative à l'emploi des enfants dans les professions ambulantes et théâtrales : notre loi française de 1892, au contraire, a prévu l'emploi des enfants dans les professions théâtrales et aurait certainement réglementé le travail des enfants dans les professions ambulantes (cela résulte des travaux préparatoires) si la loi du 7 décembre 1874 n'avait pas existé :

Ce n'est donc pas dans la loi de 1877 qu'il faut chercher en Suisse la protection des enfants qui nous occupent, mais dans les législations particulières de quelques cantons. Nous trouvons par exemple dans le canton de Genève une loi sur « l'enfance abandonnée », du 30 mars 1892 (1), modifiée et révisée par des lois subséquentes du 15 février 1896 (2) et du 28 mai 1898 (3). Dans son art. 3 elle considère comme moralement ou matériellement abandonnés les enfants laissés par leurs parents ou tuteurs dans le vagabondage, le dénûment, la misère, ou ceux qui sont exploités par eux : le tribunal aura donc à apprécier cette exploitation. Dans ce cas, d'après l'art. 14 de la loi du 28 mai 1898, les parents ou tuteurs sont passibles des peines prononcées par les art. 290 et 291 du Code pénal.

Cette loi ne vise donc pas spécialement les enfants employés dans les professions ambulantes.

Nous avons ainsi parcouru les diverses législations d'Europe qui se rapportent à notre sujet. Pour terminer

(1) *Ann. de législ. étrangère*, 1893, p. 593.

(2) *Ann. de législ. étrangère*, 1897, p. 579.

(3) *Ann. de législ. étrangère*, 1899, p. 539.

avec l'étranger, il nous reste à énumérer celles de deux grands pays américains : les Etats-Unis et le Canada.

7° Etats-Unis.

a) *New-York*. — Dans l'état de New-York, d'après l'acte 428 de 1877 modifié par celui du 13 juin 1881, « toute personne qui a la garde d'un enfant au-dessous de 14 ans et qui permet à cet enfant de mendier, voler, ramasser des chiffons, des bouts de cigare, débris et détritiques ou qui ne l'empêche pas de le faire est coupable de délit. L'enfant peut être arrêté. Les mêmes prescriptions sont édictées à l'égard des enfants au-dessous de 16 ans qui se livreraient au jeu » (1).

Dans le même état nous trouvons une loi de 1892 « sur l'emploi des enfants au théâtre et dans diverses professions » (2). Complétant la section 292 du Code pénal qui est relative à l'autorisation accordée aux enfants de paraître sur les scènes des théâtres, cette loi punit « toute personne qui emploie ou permet d'employer un enfant effectivement ou apparemment âgé de moins de 16 ans, soit à exécuter des exercices acrobatiques, soit à mendier, soit à chanter, à danser ou à jouer sur un instrument de musique, soit à ramasser les chiffons, les os ou les bouts de cigare ». La loi punit également « ceux qui exhiberont les difformi-

(1) *Ann. de législ. étrangère*, 1882, p. 784.

(2) *Ann. de législ. étrangère*, 1893, p. 924.

tés des enfants de cet âge ou qui les laisseront dans un endroit quelconque dangereux pour la santé ou la morale ».

b) *Colombie*. — Dans le district de Colombie une loi du 13 février 1885 vise la protection de l'enfance : l'art. 2 de cette loi nous intéresse ; il punit d'une amende de 250 dollars au plus et d'un emprisonnement maximum de deux années, ou de l'une des deux peines seulement :

1° Ceux qui auront torturé, frappé avec cruauté un enfant de moins de 18 ans ;

2° Ceux qui auront exposé ou abandonné un mineur de 14 ans dont ils avaient la garde ;

3° « Ceux qui, ayant la garde ou la surveillance d'un enfant âgé de moins de 14 ans, en auront disposé pour le livrer soit à des exhibitions dangereuses (acrobatie, gymnastique, équitation de cirque) ; soit à la mendicité ou à l'emploi de chanteur ou musicien de rue, et ceux qui l'auront reçu ou employé pour l'un desdits exercices ou emplois » (1).

c) *Louisiane*. — Une loi du 15 juillet 1892 y défend d'employer ou d'exhiber un mineur de 15 ans dans les théâtres, cirques, etc... , comme danseur de corde, gymnaste ou acrobate sous peine d'une amende de 10 à 25 dollars ou d'un emprisonnement de 30 jours au maximum pour l'employeur, pour ceux qui lui ont confié l'enfant et ceux qui ont facilité l'engagement de ce dernier.

(1) *Ann. de législ. étrangère*, 1886, p. 597 et 598.

Toute autorisation doit être refusée par les maires aux spectacles où figurent des mineurs de 15 ans dans des conditions nuisibles à la moralité ou à la santé de ceux-ci (1).

d) *Massachusetts*. — D'après une loi de 1874, les enfants au-dessous de 15 ans ne peuvent figurer dans une représentation comme gymnastes, acrobates ou écuyers : les autorités municipales sont tenues de refuser toute autorisation de spectacle de ce genre (2).

8° Canada.

Dans la province d'Ontario, au Canada, nous trouvons un important acte de 1893 qui réprime les mauvais traitements et protège les enfants : il contient un art. 4 ainsi conçu :

« S. 4. — Sont passibles d'une amende de 100 livres au maximum ou, à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement avec ou sans travail forcé de 3 mois au plus ceux qui ayant la garde d'un enfant le laissent : soit mendier sous une forme quelconque dans les rues à toute heure, ou dans les cabarets à certaines heures, sous le prétexte de chanter, jouer de la musique, etc., soit, s'il s'agit d'un enfant au-dessous de 10 ans, stationner dans les rues, cabarets, établissements de spectacles publics, cirques,

(1) *Ann. de législ. étrangère*, 1893, p. 901.

(2) *Ann. de législ. étrangère*, 1876, p. 859.

pour y chanter, jouer de la musique, donner des représentations moyennant salaires. Toutefois, en ce qui concerne les spectacles publics, quand certaines conditions déterminées par la loi sont remplies, le magistrat de police ou le chef de la municipalité peuvent accorder la permission essentiellement révocable à leur volonté d'y faire figurer des enfants de plus de 7 ans.

D'après l'art. 6 : « Tout « constable » (agent de police) peut faire placer en lieu sûr les enfants exploités illégalement dans les spectacles publics » (1).

Cet acte est une copie presque textuelle de la loi anglaise du 28 avril 1889.

(1) *Ann. de législ. étrangère*, 1894, p. 900 et 901.

CONCLUSION

Nous avons parlé au début de notre travail de l'enfance malheureuse et des abus dont elle était victime ; nous avons signalé les vices existants et nous avons démontré l'effort du législateur pour les combattre, soit en France, soit à l'étranger. Ont-ils disparu ? Loin de là : c'est donc que les lois qui ont été faites sont inefficaces, disons plutôt qu'elles sont inappliquées.

En ce qui concerne spécialement les enfants employés dans les professions ambulantes, en France, nous voudrions que la loi du 7 décembre 1874 fût sérieusement prise en considération. Les plaies sociales qui l'ont motivée sont certes difficiles, sinon impossibles à guérir, mais ce n'est pas une raison parce que le mal est incurable qu'il faut s'en désintéresser. Y a-t-il donc impossibilité à ce que l'autorité compétente prenne à tâche d'exhumer cette loi du tombeau où elle dort depuis sa naissance pour la mettre au grand jour et la faire exécuter ? Nous sommes loin de le croire.

Nous voudrions même que la protection légale ne fût pas limitée aux seuls enfants (beaucoup trop nombreux encore, hélas) ! qui sont les tristes jouets des saltimbanques ou les misérables instruments des

mendiants, mais qu'elle fût aussi étendue à ceux que des gens sans pitié, parents ou autres, obligent à exercer les petits métiers des rues dont nous avons parlé et préparent presque invariablement ainsi à aller grossir les rangs de l'armée du vice. Quelle satisfaction nous éprouverions à ne plus les rencontrer ces petits êtres, pauvres bambins et bambines qui nous assiégent dehors à toute heure du jour mais surtout le soir, qui nous offrent leurs journaux, leurs fleurs ou leurs statuettes, et dont la vue seule serre le cœur ! Ne sont-ils donc pas dignes eux aussi de l'intérêt du législateur ces enfants de la rue, nés le plus souvent dans la rue, vivant dans la rue, y mourant quelquefois aussi l'hiver de froid ou de faim ? Dans divers pays les lois sont venues les secourir : en Suède, pour ne prendre qu'un exemple (1).

Quant aux exhibitions d'enfants dans les théâtres ou les cafés-concerts, nous n'hésitons pas à les réprouver. Non pas que nous ayons la prétention de penser qu'elles puissent disparaître complètement. Nous n'ignorons pas qu'il y a des modèles du grand art dramatique qui comportent des rôles d'enfants et donnent de précieux enseignements ; nous savons également que si l'idéal serait de ne plus voir les enfants sur les scènes, on s'arrête, comme on l'a dit, « devant une nécessité créée par les mœurs, devant

(1) Une loi de 1891 y interdit d'employer des enfants à la vente ou à la distribution dans les rues d'imprimés, de fleurs, etc... (V. *Ann. de législ. étrangère*, 1892, Suède).

des usages sociaux que le prêtre ou le philosophe peuvent signaler comme des dangers ou des vices mais qui relèvent uniquement des règles de la morale (1) ». Mais ce que nous condamnons, c'est l'emploi abusif et continuels qu'on fait en France des enfants sur la scène de certains théâtres ou spectacles ; c'est la complaisance avec laquelle on accorde l'autorisation de les y faire paraître, notamment à Paris ; ce qui fait qu'au lieu d'être exceptionnelle comme le voudrait la loi, l'exhibition des enfants y est en quelque sorte de règle. Des philanthropes à cet égard ont élevé la voix : il paraît qu'ils ne l'ont pas encore assez élevée puisqu'elle n'a pas été entendue. N'a-t-on pas plutôt feint de ne pas l'entendre ? Nous le regrettons vivement, et si d'aucuns viennent accuser cette conclusion d'être entachée d'un rigorisme exagéré ou d'une sévérité excessive, nous leur répondrons que les lois qui assurent la protection de l'enfance ne sauraient jamais être trop sévères.

(1) TALLON, Rapport cité (*J. off.*, 1874, p. 2515).

Vu :
Le Président de la thèse,
A. SOUCHON.

Vu :
Pour le Doyen :
L'Accesseur,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Berry (G.)**. Conseil municipal de Paris : Rapport sur l'exploitation de l'enfance, 1892.
- Berthélemy**. Congrès national d'assistance de Lyon, 1894.
- Bonjean (G.)**. *Enfants révoltés et parents coupables*.
- Bonzon (J.)**. *Législation de l'enfance (1789-1894)*.
- Bulletin de législation comparée* : Années diverses.
- Bulletin de l'office du travail* : Numéros divers.
- Bulletin des lois* : Années diverses.
- Bureau (G.)**. *La législation des théâtres*, Paris, 1898.
- Carpentier**. *Répertoire, Codes et lois*.
- Collection officielle des ordonnances de police* (imprimerie Chaix).
- Courcelle (L.)**. *Répertoire de police administrative et judiciaire*.
- Dalloz**. *Répertoire, Supplément et Jurisprudence générale*.
- De Le Court (J.)**. *Codes belges*, 1896.
- Demolombe**. *Cours de Code civil*.
- Denis (V.)**. *Histoire des théories et idées morales dans l'antiquité*.
- De Paepe**. *Pasinomie, lois et décrets belges*.
- Dodopoulos**. *Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie*, Paris, 1893.
- Dubois (J.)**. *Étude historique sur la protection de l'enfance et la condition des enfants trouvés, abandonnés et indigents*, Paris, 1888.
- Ducamp (M.)**. *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie*, 1872.
- Dumont (H.)**. *Essais sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés*, Paris, 1898.
- Duvergier**. *Collection complète des lois et décrets*. Années diverses.
- Gallois (A.)**. *La protection de l'enfance maltraitée*, Paris, 1899.
- Gazette du Palais*, année 1891.
- Gazette des Tribunaux* : Numéro du 10 juin 1875.
- Goguillot**. *Les lois protectrices de l'enfance*, 1896.
- Guy Tomel et Rollet**. *Les enfants en prison*, Paris, 1892.
- Jay (R.)**. *La réglementation légale du travail*, cours professé à la Faculté de droit de Paris, année 1897-98.
- J. off.*, années 1873, 1874, 1888, 1890, 1892.
- Grande encyclopédie* (La). Lamirault et C^{ie}, éditeurs, mot *Acteur*.
- Lacan et Paulmier**. *Traité de la législation et de la jurisprudence des théâtres*, Paris, 1853.

Larousse. *Grand dictionnaire universel.*

Laurent. *Principes de droit civil français*, 1869.

Lefebvre (L.). *Le théâtre de Lille au XVIII^e siècle*, Lille, 1894.

Le Poittevin. *Dictionnaire-formulaire des parquets et de la police judiciaire.*

Nusse et Périn. *De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes*, Paris, 1878.

Pandectes belges (PICARD, HOFFSCHMIDT et DE LE COURT).

Petit de Julleville. *Les Comédiens en France au moyen-âge*, Paris, 1885.

Recueil des circulaires émanées de la Préfecture de police, (impr. Chaix).

Sirey. *Codes annotés.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages 1
PRÉAMBULE. — <i>Question de l'intervention de l'État dans la protection de l'enfance</i>	11

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — Les enfants employés dans les professions ambulantes avant la loi du 7 décembre 1874. L'antiquité, l'ancienne France, les temps modernes.....	18
CHAPITRE II. — Les enfants employés dans les professions théâtrales avant la loi du 2 novembre 1892	34

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — La loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.....	44
SECTION I. — ANALYSE DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES.....	45
SECTION II. — TEXTE DE LA LOI.....	58
SECTION III. — COMMENTAIRE.....	60
§ I. — <i>Emploi des enfants</i>	62
§ II. — <i>Embauchage et détournement</i>	68
§ III. — <i>Infractions et pénalités</i>	70
SECTION IV. — CRITIQUE DE LA LOI DU 7 DÉCEMBRE 1874, DISPOSITIONS QUI L'ONT COMPLÉTÉE : LOIS DU 24 JUILLET 1889 ET DU 21 AVRIL 1898.....	75
CHAPITRE II. — L'article 8 de la loi du 2 novembre 1892.	80
SECTION I. — TEXTE ET COMMENTAIRE.....	82
SECTION II. — INFRACTIONS ET PÉNALITÉS.....	86

	Pages
CHAPITRE III. — Application des lois du 7 décembre 1874 et du 2 novembre 1892 (art. 8).....	90
SECTION I. — QUI EST CHARGÉ DE L'EXÉCUTION DE CES LOIS.....	90
§ I. — <i>Loi de 1874</i>	90
§ II. — <i>Loi de 1892 (art. 8)</i>	93
SECTION II. — COMMENT ELLES SONT EXÉCUTÉES.....	94
§ I. — <i>Loi de 1874</i>	94
§ II. — <i>Loi de 1892 (art. 8)</i>	97

TROISIÈME PARTIE

Les enfants employés dans les professions ambulantes et théâtrales à l'étranger	99
1° PRUSSE ET ALLEMAGNE DU NORD.....	99
2° ITALIE.....	102
3° BELGIQUE.....	107
4° ANGLETERRE.....	113
5° ESPAGNE.....	117
6° SUISSE.....	118
7° ÉTATS-UNIS.....	120
8° CANADA.....	122
CONCLUSION.....	125
BIBLIOGRAPHIE.....	129

